

TORNATA DELL'8 GENNAIO 1852

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE CAVALIERE PINELLI.

SOMMARIO. *Atti diversi — Seguito della discussione del progetto di legge per l'approvazione del trattato di commercio, e della convenzione sul contrabbando coll'Austria — Continuazione del discorso del deputato Depretis, e discorsi dei deputati Farina Paolo e Mellana — Nuove osservazioni del ministro delle finanze.*

La seduta è aperta alle ore 2 pomeridiane.

AIRENTI, segretario, dà lettura del processo verbale della tornata precedente.

PRESIDENTE. La Camera non essendo in numero, si farà l'appello nominale.

(*Si procede all'appello nominale, dal quale risultano assenti i seguenti deputati*):

Barbier — Berghini — Biancheri — Bianchetti — Bianchi Alessandro — Bianchi Pietro — Blonay — Bolmida — Bona — Brofferio — Bronzini — Brunier — Buffa — Buraggi — Cambieri — Campana — Carquet — Carta — Castelli — Cavalli — Chapperon — Chenal — Chiarle — Chiò — Correnti — Dabormida — D'Aviernoz — Daziani — Decastro — Deforesta — DelCarretto — Destefanis — Di Revel — Di San Martino — Durando — Farina Maurizio — Farini — Ferracciu — Fois — Galli — Galvagno — Gandolfi — Garibaldi — Gerbino — Gianoglio — Justin — La Marmora — Lione — Malan — Marongiu — Martini — Mezzena — Nieddu — Paleocapa — Pallieri — Parent — Pescatore — Petitti — Pezzani — Pissard — Polto — Radice — Riccardi — Ricci Vincenzo — Ricci Giuseppe — Ricotti — Roberti — Rosellini — Rulfi — Rusca — Salmour — Sauli Damiano — Serra — Serpi — Sineo — Spinola — Tecchio — Tuveri — Valerio Giovacchino — Viora — Zunini.

La Camera essendo ora in numero, pongo ai voti l'approvazione del processo verbale.

(È approvato.)

ATTI DIVERSI.

PRESIDENTE. Il signor Garnier, direttore della scuola di commercio di Nizza marittima, fa omaggio alla Camera di 200 esemplari del discorso da lui pronunziato in occasione della distribuzione dei premi. Questi esemplari saranno distribuiti ai signori deputati.

MONGELLAZ. Je prierais la Chambre de vouloir bien déclarer d'urgence la pétition inscrite avant hier sous le numéro 4120. Cette pétition signée par tous les conseillers et notables habitants des trois communes de Bossey, Collonge et Archamps, a pour but comme celle de cinq autres communes de la Savoie, dont la Chambre a déjà reconnu l'urgence dans la séance du 20 décembre dernier, a pour but, dis-je, de provoquer l'attention du Parlement et du Ministère touchant les intérêts nouvellement menacés de la zone savoisiennne.

Je profiterai de cette occasion pour prier monsieur le mi-

nistre des finances et du commerce, ici présent, de vouloir bien nous donner quelques explications tendant à rassurer les populations de la frontière dont il s'agit. Car ces suppliques qui nous arrivent coup sur coup d'un grand nombre de communes, prouvent que leurs habitants sont très-inquiets des bruits répandus, soit en Savoie, soit dans le canton de Genève, touchant la suppression de la zone et le déplacement des douanes sardes qui seraient portées, dit-on, aux extrêmes frontières suisses.

Nous savons très-bien que les Gênois, qui ont jadis sollicité dans l'intérêt de leur commerce, et qui ont obtenu en 1816 l'établissement et la délimitation du territoire de la zone, n'en veulent plus aujourd'hui à cause des douanes fédérales et de l'active contrebande qui se fait maintenant chez eux. Mais serait-ce donc là un motif pour que notre Gouvernement sacrifiait les besoins matériels de ses administrés, pour qu'ils satisfissent les vœux des étrangers contrairement à ceux de 18.000 nationaux dont tous les intérêts sont engagés dans l'état des choses actuel, et dont plusieurs établissements industriels commencent aujourd'hui à rivaliser avec ceux de nos voisins de Chêne et de Carouge?

Nous croyons d'autant moins que notre Gouvernement consente, malgré les instances à cet égard de la Confédération Suisse, à déplacer la ligne actuelle des douanes qu'il en résulterait pour le trésor public un véritable déficit; parce que toute la contrebande qui se fait aujourd'hui dans le canton de Genève, refluerait aussitôt du côté de la Savoie; parce que la nouvelle ligne des douanes, bien que resserrée et moins longue, serait impossible d'empêcher la contrebande sans établir une seconde ligne au sud-est du Mont-Salève. Or, cette double ligne serait nécessairement plus onéreuse et moins productive que celle qui existe maintenant. D'ailleurs, comment pourrait-on opérer un tel déplacement des douanes sans des frais considérables de premier établissement?

Par tous ces motifs, nous pensons que notre Gouvernement ne déplacera pas la ligne actuelle de douanes; et que non-seulement il ne songera pas à supprimer la zone, mais qu'il voudra bien encore accorder à ses habitants les facilités commerciales dont la Confédération Suisse fait jouir les Gênois qui ont des propriétés sur la zone savoisiennne, et qui, moyennant des certificats d'origine, peuvent entrer librement sur le canton tous les produits de ces propriétés. Pourquoi donc nos compatriotes de la zone ne pourraient-ils pas, en remplissant les mêmes formalités auprès des douanes sardes, introduire en Savoie leurs produits agricoles, surtout leurs vins dont ils ne savent que faire? Ne serait-ce pas là d'ailleurs

un faible dédommagement aux grandes entraves qu'éprouve leur commerce avec Genève par suite de notre récent traité avec la Confédération Helvétique?

Nous espérons donc que monsieur le ministre des finances et du commerce, connaissant les vœux de ses administrés des environs de Genève, voudra bien faire tous ses efforts pour les satisfaire et pour protéger les intérêts sans cesse ballotés, circonscrits et menacés de la zone savoisiennne.

CAVOUR, *ministro delle finanze, di marina, e d'agricoltura e commercio*. L'honorable préopinant, en présentant une pétition d'une des communes de la zone...

MONGELLAZ. Pardon monsieur le ministre, il s'agit de deux pétitions présentées par dix communes.

CAVOUR, *ministro delle finanze, di marina e d'agricoltura e commercio*... en présentant les pétitions de dix communes de la zone, a fait allusion à des bruits qui avaient été répandus sur un prétendu projet du Gouvernement de supprimer la zone même.

En effet, depuis que la Confédération Suisse a changé de système, la zone est devenue pour elle un objet d'inquiétudes, un objet de graves sollicitudes, et je ne dissimule pas que le Gouvernement fédéral s'est adressé à diverses reprises au Gouvernement sarde pour réclamer la suppression de cette zone qui pourtant avait été établie en vue surtout des intérêts du canton de Genève.

Avant de prendre aucune espèce de détermination à cet égard, le Gouvernement a consulté le Conseil divisionnaire d'Ancey, qui a donné un avis négatif, c'est-à-dire un avis favorable au maintien de la zone; ce qui est déjà certainement une très-grande présomption en faveur du maintien de la zone.

On avait indiqué au Gouvernement que, dans la zone même, plusieurs intérêts souffraient de cet état de choses exceptionnel; que les propriétaires renfermés entre deux lignes de douanes, se trouvaient dans une situation fâcheuse, et qu'une partie de ces propriétaires auraient désiré la suppression de la zone, et voir disparaître ainsi la ligne de douane qui les sépare des autres provinces de la Savoie.

Ainsi, les faits qu'a indiqués l'honorable préopinant, les pétitions qu'il a déposées sur le bureau de la Présidence, tendent à démontrer des faits qui sont en opposition directe avec ceux qui viennent d'être signalés.

Il résulte, de tout ce que j'ai eu l'honneur de dire à la Chambre que le Gouvernement n'a nullement l'intention arrêtée de supprimer la zone. Il a cru devoir étudier cette question à cause des réclamations du Gouvernement fédéral, à cause également de l'idée qu'il avait que plusieurs propriétaires réclamaient contre le maintien de cet état de choses exceptionnel.

Les dispositions du Gouvernement sont plutôt favorables au maintien de la zone, puisque l'autorité principale par lui consultée, c'est-à-dire le Conseil divisionnaire d'Ancey, s'est prononcé dans un sens favorable à ce maintien. De son côté le Gouvernement continuera ses recherches et ses études, et il n'a certainement aucune intention de porter des modifications à un état de choses qui existe depuis 1820.

MONGELLAZ. Je remercie monsieur le ministre de ses déclarations rassurantes touchant la non-suppression de la zone, en attendant qu'il veuille bien travailler à satisfaire les vœux de ses habitants, relatifs à la libre entrée en Savoie de leurs produits agricoles et, en particulier, de leurs vins.

JACQUIER. Ainsi que l'a très-bien dit monsieur le ministre, les pétitions recommandées par l'honorable député Mon-

gellaz ont en leur faveur l'avis favorable du Conseil divisionnaire d'Ancey, qui s'est prononcé formellement pour le maintien des zones; mais, il y a plus, c'est la loi récemment votée qui consacre leur existence.

Devant la loi les faits s'inclinent, et derrière elle les intérêts sont assurés. Le Gouvernement, je le comprends, a cru devoir s'éclairer, à la sollicitation de la Suisse, de l'avis du Conseil divisionnaire, sur l'existence de la zone; or, cet avis étant affirmatif pour leur conservation, c'en est assez pour que cette question soit éteinte.

Et, de fait, de quelle tendresse serions-nous spontanément saisi en faveur de la Suisse? En avait-elle, pendant les 34 ans écoulés depuis 1814 à l'année 1849, qu'elle a vécu sous le système de la liberté du commerce? A-t-elle songé à le supprimer en notre faveur, pour notre bon plaisir? Non! Eh bien! comment pourrions-nous penser à supprimer nos zones pour elle? Elle a changé d'idée, et puisque, au contraire, nous sommes entrés dans une voie différente, nous devons donc conserver nos zones pour nous comme elles existent en vertu de la loi et du dernier traité de commerce conclu avec nous.

Mais indépendamment de ces motifs, il en est un autre que je signale à monsieur le ministre; c'est que l'opinion publique est inquiétée, malgré les lois et traités actuels, par les discours des agents officiels du Gouvernement, dans la division administrative d'Ancey; il en est un (que je ne veux pas nommer, mais que le ministre de l'intérieur peut reconnaître comme un de ses premiers employés), qui, il n'y a pas dix jours, disait nettement que *les zones seraient supprimées*. Dans ces bruits et rumeurs est la cause de l'inquiétude; là sont les motifs des pétitions, et l'honorable Mongellaz a parfaitement raison d'inviter le ministre à tranquilliser l'opinion publique, et, sous ce rapport, en appuyant ses motifs, je vais plus loin; j'invite formellement monsieur le ministre à faire taire ses agents indiscrets et à faire cesser ses bruits.

(La petizione è dichiarata d'urgenza.)

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL TRATTATO DI COMMERCIO E DELLA CONVENZIONE PER LA REPRESSIONE DEL CONTRABBANDO COLL'AUSTRIA.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca il seguito della discussione sul trattato di navigazione e commercio coll'Austria, e sulla convenzione relativa per reprimere il contrabbando.

La parola è al deputato Depretis.

DEPRETIS. Il ministro nel suo discorso ch'esso pronunziava sul principio della tornata di ieri, ha cercato di dimostrare che la Convenzione stipulata con l'Austria per la repressione del contrabbando non è contraria ai trattati in vigore.

Per chiamare sopra una tale questione l'attenzione ed il giudizio della Camera, io non ho trovato espediente migliore in fuori di quello di metterle innanzi testualmente alcune disposizioni dei trattati di Worms, di Milano e di Vienna.

Quando la Camera voglia considerare attentamente le disposizioni di quei trattati, io spero ch'essa potrà convincersi come son'io convinto, che in forza delle medesime, le acque limitrofe del Ticino, del Po e del lago Maggiore furono dichiarate libere e neutrali, e che l'area occupata dalle acque navigabili limitrofe, che questa grande via di commercio e di comunicazione è un'area pienamente libera, sulla quale la navigazione deve potere liberamente circolare.

Considerando le disposizioni letterali e lo spirito dei trattati in vigore, deve la Camera, a mio avviso, persuadersi inoltre che la sorveglianza doganale che gli Stati limitrofi in forza dei trattati potevano esercitare sulle acque dei confini, era limitata alla riva.

E in ogni caso da tali disposizioni dovrebbe risultare ad evidenza che nessuna delle potenze contraenti erasi riservato il diritto di visita.

Un argomento per provare quest'ultimo punto nel quale io credo veramente stia il nodo vitale della questione, io lo desumo da una delle disposizioni del trattato del 1751, che ho citate ieri. In quelle sono indicate le discipline che devono regolare la navigazione quando scorra quel ramo del Ticino che sta tra Pavia e l'isola che le sta di fronte. Per quelle località il trattato egualmente dispone in modo espresso che le barche non possano essere visitate, e modera il diritto di transito da pagarsi al passaggio.

Ora egli è, a mio avviso, evidente che se le barche sono dichiarate esenti da qualunque visita in un luogo dove entrambe le sponde del fiume sono ed erano occupate dalla stessa potenza, a più forte ragione doveva credersi che non potessero essere visitate dove le sponde appartenessero a due Stati diversi. Imperocchè in quel punto eravi ragione, se ragione doveva esservi, perchè si usasse una maggiore cautela.

Il concetto, o signori, che si manifesta dalle disposizioni annesse al trattato di Vienna è nel senso della più estesa libertà commerciale. Infatti, all'articolo 109, se non erro, di quel trattato è dichiarato che i fiumi navigabili dovevano essere interamente liberi. Vi sono pure in altri articoli di quel trattato disposizioni per cui le tasse di navigazione esistenti non potevano più essere variate senza il consentimento delle parti interessate, e per cui veniva stabilito che vi doveva essere uniformità nelle tasse e nei regolamenti per tutto il corso delle acque navigabili quantunque attraversassero Stati diversi.

Ognuno vede come l'uniformità delle tariffe di navigazione e dei regolamenti sia una misura che tende a favorire il commercio, nulla essendovi che più danneggi questo quanto le molteplici e diverse tasse, e gli intralciati regolamenti. Finalmente in quel trattato sono distinti e separati esplicitamente i diritti di dogana dai diritti di navigazione, e in quell'articolo da me citato vi è una tale espressione, per cui può ragionevolmente credersi che la sorveglianza doganale non può dalle potenze limitrofe essere esercitata che sulla riva.

Io confesserò facilmente che nel trattato di Vienna vi siano disposizioni che possono dare appigli onde fare credere che le potenze limitrofe possono fare regolamenti di navigazione più o meno severi. Ma io lascio intatta questa questione in quanto possa nascere sulla interpretazione del trattato di Vienna, e voglio sottomettere alla Camera una osservazione. Noi abbiamo nei fiumi Po, Ticino e pel lago Maggiore particolari disposizioni, che non furono punto abrogate dal trattato di Vienna, e sono contenute nei trattati di Worms del 1743, e in quello di Milano del 1751.

Ora esaminando le disposizioni di questi due trattati che, come dissi, non furono punto abrogate pel trattato di Vienna, io non ne trovo alcuna, dalla quale possa desumersi che le potenze limitrofe possano avere un diritto di visita sulle barche circolanti. E noti la Camera ch'egli è sul diritto di visita, come ho già detto, e, più forse ancora che sul diritto di visita, sul modo di esercitarlo sta tutto il nodo della questione. Intanto, circa il modo d'interpretare i trattati, e di esercitare il diritto di visita, mi permetta la Camera di presentarle

un'autorità, che certo non potrà disconoscere e non tenere in conto.

Essa è l'autorità dei fatti e del tempo, essa è l'interpretazione che nell'esercizio effettivo di quel diritto qualsivoglia di vigilanza che le parti contraenti, ossia le potenze finitime si arrogarono esse medesime, hanno dato a questi trattati durante il corso di circa ottant'anni. Io credo che la Camera ammetterà l'autorità del tempo e del fatto, quando è lungo e notorio, come un'autorità rispettabile. Or bene, o signori, durante circa ottant'anni (e quel che dico lo deduco, sia per scienza propria, perchè nacqui in riva alle acque del nostro principal fiume, e sia perchè mi risulta dalle informazioni che ho preso), durante un sì lungo tempo, e finchè non fu in vigore la convenzione del 1834, le barche circolanti sul fiume erano perfettamente libere.

Fossero esse cariche, potessero essere sospettate, tuttavia la sorveglianza si esercitava unicamente sulla riva, o quanto meno non potevano essere manomesse. Bastava che la barca fosse separata dalla riva di un palmo, perchè si tenesse interamente sicura.

Del resto, poichè ieri l'onorevole signor ministro delle finanze ci ha portato alla Camera l'autorità dei documenti, se la Camera mel permette, io le farò conoscere alcuni brani dei documenti che ci furono comunicati per esame di questi trattati, e che spero porteranno qualche lume sulla questione.

Mi spiace di dovere trattenerne la Camera sopra un esame forse noioso e stucchevole; ma, per avere il beneficio di conoscere la verità, bisogna avere la pazienza di conoscere nella loro integrità i fatti.

Io rammenterò alla Camera ciò che è già stato detto ieri, cioè, come questa pratica sia nata, e in che modo sia stata condotta. I documenti dei quali darò lettura alla Camera si riferiscono a questo, ma servono anche a fare vedere in qual modo, anche in tempi tanto diversi, i trattati erano intesi ed interpretati. Ecco in che modo un personaggio del nostro paese che occupava un'alta carica parlava dei trattati, quando appunto pendeva la prima trattativa coll'Austria, relativa alla convenzione del 1834.

Così scriveva questo personaggio, parlando della progettata convenzione:

« Ma l'infra scritto teme che vi si possa opporre il riflesso (s'intende all'attuazione del trattato), il riflesso che dal momento in cui queste Corti hanno sottoscritto il trattato di Vienna, e si obbligarono a lasciare nei loro fiumi navigabili libera la navigazione, consentirono a modificare in quelle parti, ed a restringere a vantaggio reciproco del commercio dei vari Stati interessati, compresi nel trattato suddetto, i territoriali loro diritti sopra le proprie acque navigabili. »

Vedono, o signori, che quest'idea risponde pienamente al concetto che io enunciava alla Camera circa la neutralità delle acque.

E il personaggio, o signori, che emetteva questo ragionevole dubbio, era il signor conte De La Tour.

Proseguendo queste citazioni, ne farò un'altra. La segreteria delle regie finanze per compiere le pratiche tendenti ad ottenere l'effettuazione del trattato, mandava a Milano il signor cavaliere Mosca. Ecco un brano di lettera della segreteria di finanze, che è in data del 5 agosto 1829. È già stato detto ieri, o signori, che questa trattativa nacque per difendersi dal colera. « Intanto, così il Ministero di finanze, temendosi che il colera penetrato in Germania si propagasse in Italia, il Ministero dell'interno mandò il cavaliere Mosca a Milano per trattare di sospendere la neutralità del lago. » Noti la Camera queste parole. Essa vedrà in tutta questa pratica che

si tratta sempre di sospendere la neutralità del lago, senza che siasi osato mai di pronunziare la parola di abolire la neutralità delle acque, o d'istituire il diritto di visita « in vista, così prosegue la lettera, apparentemente solo di misura sanitaria, nascostamente, anche per eludere il contrabbando ed il carbonarismo. »

Questa lettera, come ho detto, usciva dal Ministero delle finanze d'allora. Ma il documento, o signori, che dà un'idea più completa di questa pratica, del come sia nata, del suo spirito, e che nello stesso tempo che ci fornisce un criterio (poichè questo è l'oggetto dell'esame che io intraprendo), il documento, dico, che ci porge un criterio per vedere in che modo anche da quel tempo si interpretavano i trattati esistenti, è il dispaccio del quale leggerò alla Camera qualche brano, pregandola di ascoltarmi con attenzione.

Trattasi di un dispaccio inviato dal ministro dell'interno al ministro degli esteri, relativo a questo affare, in data del 1° novembre 1851.

« Le soussigné à l'honneur d'offrir à S. E. M. le comte De La Tour l'hommage de son respectueux dévouement et de lui transmettre la note présentée par monsieur l'inspecteur général, le chevalier Mosca, au Gouvernement du royaume Lombardo-Vénitien en date du 25 octobre dernier, ainsi que la contre-note signée par S. E. M. de Hartig sous la même date.

« Il résulte de cette seconde pièce que le projet de suspendre dans l'intérêt commun des deux couronnes la neutralité du lac Majeur, du Tessin et du Pô, dans la partie qui sert de limite aux Etats de S. M. le roi notre souverain, et aux Etats italiens de S. M. l'empereur apostolique; ce projet dis-je, n'a pas été agréé; et quoique S. E. M. de Hartig ait annoncé qu'il attendait des ordres supérieurs, nous devons renoncer à voir acceptée une mesure qui paraissait au soussigné d'une haute importance, indépendamment même des considérations sanitaires. Deux virus nous menacent, celui du cholera et celui du carbonarisme, contagieux l'un et l'autre, et d'une diffusion rapide... »

Qui, o signori, se mi fosse permessa un'osservazione, io direi che il conte Della Scarena è stato profeta. Infatti nel 1848, sciolte le pratiche riattivate relativamente alla convenzione ch'era stata denunziata, il carbonarismo ebbe tosto invaso il Piemonte, e un mese dopo fu pubblicato lo Statuto.

« La neutralité du lac Majeur, » così segue il dispaccio, pouvait être suspendue par la condescendance du Gouvernement du canton du Tessin qui avait adhéré à cette mesure, et cette condescendance est devenue sans résultat par le refus consigné dans la contre-note de M. de Hartig, sous la date du 28 octobre passé.

« ... Mais lorsque le roi, après avoir ordonné la préparation du cordon sur toutes les frontières et la rédaction des lois et règlements sanitaires, a voulu qu'un commencement de ligne de séquestration fût établi surtout sur le lac Majeur, S. M. a espéré que par le concours amical du Gouvernement de la Lombardie autrichienne on pourrait couper plus facilement les communications clandestines entre les carbonari étrangers et les adeptes de notre pays, entre nos fuorusciti et leurs complices de l'intérieur.

« La police de Milan et celle de tous les Gouvernements italiens ont en cela le même intérêt que le nôtre. Il était inutile d'avouer cette vue, elle était assez manifeste; il était inutile de la confier à M. le chevalier Mosca et de le charger de la discuter... »

« ... Sans doute la neutralité du lac et des rivières ne pou-

vait être supprimée définitivement, mais on pouvait par forme d'essai la suspendre provisoirement, et au moins si longtemps que les virus du cholera et du carbonarisme conservaient leur activité. »

Questo dispaccio, o signori, mi pare che spieghi abbastanza quale sia l'origine e lo scopo della convenzione, come anche la persuasione che gli uomini di Stato d'allora avevano sul senso dei trattati e sulla neutralità delle acque limitrofe. Su questo punto io credo che dai discorsi che si fecero la Camera possa essere abbastanza illuminata.

Ora toccherò altri punti del ragionamento del signor ministro. Il signor ministro, parlando della facoltà che, secondo la sua opinione, compete ai Governi di fare regolamenti di navigazione, citava quello della navigazione sul Reno. Nelle stesse carte che furono comunicate alla Camera, a me parve di vedere accennato un caso che può essere contrapposto alla sua citazione.

L'Olanda, credo nel 1822 ha cercato di mettere ostacoli alla libera navigazione del Reno; ma il commercio ha reclamato, e nel 1826 si fece ragione alle istanze del medesimo.

Ieri l'onorevole ministro delle finanze ha istituito un giudizio statario pel trattato di Lugano, e lo ha condannato a morte. Io vorrei invece provarmi se mi fosse possibile di farlo rivivere; poichè, se si potesse fare rivivere il trattato di Lugano, sarebbe, a mio parere, più facile il fare morire la convenzione che stiamo discutendo. Gli argomenti messi in campo dal signor ministro perchè si dovesse ritenere che il trattato di Lugano era abolito, versavano su diversi punti; prima di tutto egli disse sciolta la compagnia che si era istituita per la continuazione della strada ferrata, che formava lo scopo principale di quel trattato. Quanto a questo punto, io credo che l'essersi sciolta la compagnia allora istituita non ha punto distrutto lo scopo a cui mirava il trattato. Lo scopo, cioè, il progetto di costruzione di una strada ferrata sta sempre, e quindi dovrebbe anche il trattato sussistere.

Adduceva in secondo luogo il signor ministro un altro argomento, e diceva che, essendosi mutato il Governo dei tre cantoni svizzeri che avevano stipulato col nostro Stato il trattato di Lugano, si doveva intendere abolita la convenzione perchè non vi era più la potenza con cui si era trattato.

Ma io osserverò al signor ministro che, trattandosi di un patto sancito fra due potenze, cioè fra due sovranità, e siccome la sovranità risiede nella nazione, questo è un atto che hanno fatto due nazioni contraenti, e siccome la sovranità di un popolo non muore per qualunque forma nel suo esercizio abbia ricevuta, così egli è certo che gli atti dei Governi trasformati sono stati, per servirmi di una frase legale, ereditati e trasfusi nel Governo, ossia nel rappresentante della sovranità che gli è succeduta. Queste sono cose che parmi non si possano contestare.

Del resto più d'ogni altra cosa varrà, cred'io, a risolvere la questione l'esame del trattato.

Se noi prendiamo ad esaminare il trattato di Lugano, troviamo nel suo preambolo le ragioni per persuaderci che esso non è punto abolito. Ecco che cosa dice il trattato nel suo preambolo:

« S. M. il Re di Sardegna e li Cantoni sopra menzionati allo scopo di agevolare questa grande impresa di un interesse reciproco facilitando le relazioni commerciali ed in particolare il commercio di transito e quello di deposito sulla linea ideata, e nello scopo di liberarli da tutti gl'impacci incompatibili con una via ferrata, » ecc.

E fin qui veramente riguarderebbsi lo scopo a cui allu-

deva il signor ministro delle finanze. Ma il trattato aggiunge: « Oltre a ciò, affine di restringere i legami di buon vicinato esistenti fra di loro, » ecc.

Or dunque questo trattato aveva evidentemente due scopi: aveva lo scopo che si riferiva alle strade ferrate, aveva lo scopo di restringere le relazioni di buon vicinato.

Ora all'articolo 9 vi sono provvedimenti che non sono relativi alle strade ferrate, ma bensì a rapporti di buon vicinato, e questi provvedimenti dovevano sottoscriversi dopo un dato termine.

Fra le altre disposizioni c'è il secondo alinea che si esprime come segue:

« La più grande semplificazione possibile e compatibile cogli interessi delle dogane avrà luogo nella dichiarazione delle mercanzie introdotte per tutt'altra via che per quella ferrata; in questo caso anche la dichiarazione erroneamente fatta alla dogana dei confini intorno al contenuto dei colli, sia in transito, sia in consumazione, non costringerà che al pagamento d'un diritto che non potrà eccedere il doppio di quello d'entrata, cui sarebbe stata passibile la mercanzia erroneamente dichiarata, salva la facoltà di transazione.

« In questo caso, mediante il pagamento del surriferito diritto, o della somma convenuta per transazione, ovvero della prestazione d'una cauzione con ammissione nell'atto medesimo del fatto della erronea dichiarazione, i colli non saranno ritenuti e potranno continuare la loro via. »

Ora io domando alla Camera: come sono elle conciliabili queste facilitazioni colle norme ed in specie colle formalità e colle penalità sanzionate dalla convenzione coll'Austria? Queste agevolanze per la navigazione del lago, come sono conciliabili con la circostanza attuale, in cui uno dei contraenti, i cantoni svizzeri, presentandosi colle sue merci sul lago, dovrà sopportare la visita e sottomettersi alla legge di un'autorità, di una potenza, colla quale non avrà punto contratto, com'è l'Austria?

Io credo che queste disposizioni siano inconciliabili. Del resto, checchè ne sia di questo trattato, poichè la Camera ha sentite le prime citazioni storiche che le ho fatte, io la prego di sentirne anche alcune altre che sono più recenti e si riferiscono appunto a questo trattato, e le quali, credo, non le saranno inutili per completare le idee sulla questione.

Noi sappiamo che dopo i dissidii che nacquerò coll'Austria nel 1846, non ostante le circostanze e i malumori l'Austria fu la prima a tentare di rannodare trattative col Piemonte, persuasa che il sistema di gravanze e rigori daziari a cui si era attenuta, non era punto favorevole alle sue finanze. La qual cosa risulta chiaramente dalle carte che furono comunicate alla Camera relativamente a questo trattato.

Or bene, le basi che il nostro Governo pose in allora a queste trattative erano due: una si riferiva a una circostanza di cui in ora non può farsi parola, cioè alla lega doganale italiana; l'altra si riferiva al trattato di Lugano.

La base che il nostro Governo poneva era la seguente: cioè di nulla ammettere per cui venissero ad essere incagliati i transiti delle merci per la Svizzera, e massime i convogli delle strade ferrate; e fra le osservazioni che corredevano queste trattative io trovo la seguente:

« Il volere estendere la visita a tutto il lago sarebbe una opposizione al diritto delle genti riconosciuto dal trattato di Vienna che ammette la libera navigazione sul lago Maggiore, farebbe ingiuria al diritto del cantone Ticino laddove confina col lago, e il concedere una giurisdizione alle guardie di finanze austriache sulla nostra sponda farebbe nel pubblico un pessimo effetto morale. »

Io non so se le circostanze siano al presente tanto mutate dal 1846 a questo giorno da credere che la convenzione del 1851, migliorata nel senso austriaco, ora possa ravvisarsi buona e possa fare sulle popolazioni un buon effetto morale.

Inoltre da parte del Ministero di finanze eransi fatte osservazioni sulle varie pretese e dimande dell'Austria, le quali osservazioni furono comunicate, se non erro, all'incaricato austriaco che stava trattando quell'affare in Torino.

Ecco quali osservazioni si facevano:

« Vuolsi di fatti primieramente ritenere che il Governo sardo col predetto trattato di Lugano, il quale venne fatto di pubblica ragione, promise l'esenzione dalla visita alle merci provenienti dalla Svizzera e la più grande semplificazione nella loro dichiarazione, e si dispose ad accordare queste agevolanze nella mira ivi espressa di favorire il più possibile il transito delle merci per la sua strada ferrata da Genova al lago Maggiore che trovasi in corso di costruzione.

« Ciò posto, riesce evidente che il Governo sardo non potrebbe ora stipulare *indistintamente* col Governo austriaco la visita delle barche di qualunque nazione naviganti sul lago Maggiore, e la dichiarazione daziaria delle merci a termini dei regolamenti generali senza una spiegazione o riserva espressa, per cui rimanga salva la fede dovuta al trattato di Lugano, a cui egli non potrebbe per verun modo contravvenire. »

La Camera vede se siffatte osservazioni sono bastevolmente esplicite per conoscere quali erano le persuasioni del Governo su questo grave argomento.

Eransi comunicate i due Governi reciprocamente delle note, delle contronote, delle osservazioni e delle controservazioni. Alle osservazioni state fatte nell'interesse del Governo austriaco, nell'interesse del nostro Governo così si rispondeva:

« Non regge la supposizione che il transito delle merci per la Svizzera non debba avere luogo ulteriormente sulle *acque del lago Maggiore*, ma bensì sulla strada da costruirsi lungo i domini di terra, mentre basta leggere il più volte citato trattato di Lugano per convincersi che il Governo sardo si riservò all'articolo 6 di prolungare la sua strada ferrata sino al confine svizzero, nel caso solamente che ne riconosca più tardi l'utilità e la convenienza, e per altra parte la semplice strada *terranea* provinciale di cui è cenno nell'articolo 25 ha solo per oggetto la comunicazione da provincia a provincia e non quella del transito diretto delle merci che sinora si esegui e si eseguirà maggiormente sulle acque del lago, anche collo stabilimento di appositi legni a vapore.

« Ora ella è tale navigazione che il Governo sardo non solo ha l'interesse, ma l'obbligo espresso di agevolare con ogni possibile facilitazione, e non potrebbe per conseguenza incagliarla accordandosi col Governo austriaco per praticare *indistintamente* quelle visite che dipenderebbero in sostanza dall'arbitrio dei rispettivi oggetti doganali. »

Dopo questo, io credo che la Camera potrà farsi facilmente un concetto delle opinioni dell'amministrazione di quell'epoca su questa questione.

Infatti la trattativa si sciolse, ed il signor conte di Revel che in allora reggeva le nostre finanze dichiarava « che si trovava, e a buona ragione, liberato da un negoziato che nello stato delle cose non avrebbe potuto condurre ad un esito conveniente e ragionevole. »

DI REVEL. Domando la parola.

DEPERETIS. E io per verità sono dolente che la stessa conclusione non l'abbia potuta prendere il signor conte di Cavour.

Passerò a parlare della questione sotto altro punto di vista; lo farò brevemente perchè mi accorgo d'aver forse già stan-
cata la Camera.

Io credo che, se dal lato della fede dovuta ai trattati questa convenzione non può approvarsi, non deve nemmeno cre-
dersi accettabile dal lato economico.

Il commercio, o signori, vive di libertà, di agevolezze, di
semplificazioni; quanto più numerosi sono gli ostacoli, le
formalità, le complicazioni ufficiali che incontra per la sua
via, tanto più intristisce. Un esempio luminoso delle facilita-
zioni e delle agevolezze che sono reclamate dal commercio ce
lo fornirebbe l'argomento delle quarantene. Quantunque si
tratti di una delle cose le più gravi, quale si è la difesa dai
contagi, quantunque si tratti di sanità pubblica, quantunque,
dico, si tratti di una cosa soprattutto importantissima, noi ve-
diamo che il progresso della civiltà da una parte, e le esi-
genze imperiose del commercio dall'altra, chiedono alta-
mente la riforma delle quarantene, ed il nostro Governo fa
ragione a quei reclami concorrendo agli studi ed ai lavori in-
stituitisi per ottenere questo risultato.

Io credo, o signori, che non bisogna sacrificare tanto fa-
cilmente una grande via di comunicazione per acqua. In forza
dei trattati di Worms e di Milano noi abbiamo il diritto di li-
bera navigazione sulle acque del Po, Ticino e lago Maggiore;
questo diritto noi possiamo possederlo ed attuarlo col fatto in
forza del trattato di Vienna; abbiamo il diritto di libera na-
vigazione sul Po sino all'Adriatico. Io credo, o signori, che,
se rifletterete all'importanza che hanno sempre i trasporti
per la via d'acqua e la loro immensa prevalenza sulle vie
terrestri, se penserete ch'è tuttora ardua questione da risol-
vere, se i trasporti per acqua possano mai in nessun tempo
essere superati o pareggiati, nell'utilità che prestano come
vie su cui fare i grandi trasporti, per anco dalle vie ferrate,
se penserete ai danni che possono derivare allo Stato ed al
commercio ligure lasciando pregiudicare in diritto o perdendo
in fatto i vantaggi di queste due grandi diramazioni, io credo
che voi rimarrete dubbiosi prima di approvare la convenzione
che si sta discutendo.

Ora toccherò alcuni punti particolari.

Ieri il signor ministro per sostenere il diritto di visita pro-
duceva documenti dai quali era provato, com'egli diceva, che
i due Governi avevano il diritto di mettere sul fiume imbar-
cazioni armate; ma, o signori, il mettere imbarcazioni ar-
mate non vuole ancora dire consentire il diritto di visita.

Si possono mettere o consentire imbarcazioni armate per
custodire le rive; ma il diritto di visita qual è proposto è ben
altro che il diritto di potere mettere imbarcazioni di semplice
difesa e sorveglianza.

Dava il signor ministro una interpretazione alla parola
bordegiare. Se io non temessi di trattenere più a lungo la
Camera, le produrrei l'interpretazione motivata che appunto
nel 1848, quando si stavano trattando i negoziati coll'Austria,
il nostro Governo dava a questa parola *bordegiare*. Volendo
essere breve, dirò solo, che il parere del Governo d'allora fu
di escludere interamente questa parola, come quella che a-
vrebbe immancabilmente dato luogo a soprusi, ad arbitrii e
a vessazioni.

L'onorevole deputato Cadorna lamentava, parlando del
trattato, i danni che derivano dall'obbligo troppo rigido di
approdare invariabilmente agli stipiti doganali; e così la-
mentava i danni e il disturbo grave e quotidiano che hanno
gli abitanti delle rive del lago di doversi munire per ogni più
piccolo movimento di generi di bolletta a cauzione. Il signor
ministro rispondeva a questi due appunti citando i manifesti

camerali del 1822, 1823, e diceva che queste disposizioni non
erano realmente cose nuove, ma che erano sancite dalle leggi
preesistenti. E qui dirò solo alla Camera che potrei citare le
disposizioni di questi due manifesti, dai quali risulta, secondo
me, chiaramente quello che io diceva riguardo alla sorve-
glianza che si doveva esercitare unicamente sulle rive, a ter-
mini dei trattati vigenti.

Ma, o signori, non è tanto la questione in astratto che me-
rita la vostra attenzione, quanto l'applicazione, l'esecuzione
pratica della convenzione. Lo dico schiettamente per quanto
siano fiscali, gravose e vessatorie le disposizioni che in essa
si contengono, tuttavia se sapessi che la loro applicazione do-
vesse essere fatta da agenti del nostro Governo, da uomini del
nostro paese, e sotto la dipendenza e la sorveglianza di un
Governo proprio e responsabile, io certo vedrei minor male
in questi severi procedimenti: ma qui, o signori, la cosa è
altrimenti; è appunto nell'esecuzione il male principale, im-
perocchè essa sarà in mano di tali de' quali non potremo mai
avere nè fiducia, nè garanzia.

Il signor ministro ci diceva che alla fine queste disposizioni
non erano molto diverse da quelle del 1854. Ma io ricorderò
anche che dall'anno 1834, epoca in cui furono fatte quelle
convenzioni, a questa parte, si è percorso un lungo cammino
ed ognuno dovrà concederlo, sol che si voglia considerare
la differenza che passa tra un Governo assoluto ed un Go-
verno libero.

Signori, le garanzie a cui i cittadini potevano pretendere
nel 1834 possono elleno nemmeno paragonarsi a quelle che
a giusto titolo possono pretendere ed ottenere i cittadini
a' giorni nostri? E qui chiamerò l'attenzione della Camera e
del signor ministro sopra due disposizioni particolari della
convenzione. L'una riguarda le visite a cui sono soggetti i
mulini, e qui confesso che le disposizioni della convenzione
che ci viene presentata sono affatto analoghe alle disposizioni
della convenzione del 1834.

Ma io credo di non potermi limitare a verificare se le due
convenzioni si somiglino come ha fatto talora l'onorevole mi-
nistro, per una sorta di difesa; io credo che noi possiamo an-
dare più innanzi nel nostro esame, e possiamo vedere se que-
ste disposizioni siano conformi ai principii costituzionali, o se
per avventura non violassero la libertà individuale e il domi-
cilio dei cittadini.

Io, signori, ripeto che le acque dei fiumi secondo il mio
modo d'interpretare i trattati, le ritengo neutrali; ora io os-
servo alla Camera che non è sempre tanto facile il determi-
nare il limite rispettivo del fiume; molte volte, o signori, il
thalweg, ossia la linea che deve considerarsi come limite ter-
ritoriale nostro, è sì vicino alla nostra sponda, e l'acqua ri-
stretta, per modo, che i mulini attaccati alla nostra riva pos-
sono crederci riguardo alla loro posizione topografica, come
esistenti sul territorio austriaco.

Io non entrerò nella discussione legale ad esaminare se
dobbiamo considerare mobili o stabili i mulini natanti, quando
non hanno edificio stabile sulla riva; esso è certo però che
nel fatto pratico e nelle viste finanziarie questi mulini sono
censiti e sono considerati come veri stabili, ed è pure un fatto
che i casolari che non sono costrutti sovr'essi costituiscono
un vero domicilio, o lo possono costituire.

Or bene, o signori, in forza di questa convenzione i nostri
mulini, i quali appartengono indubitabilmente alla nostra riva
e possono considerarsi come abitazioni del nostro territorio,
potranno essere visitati; questo domicilio particolare potrà
essere violato da un'autorità che al nostro territorio non ap-
partiene.

Io ho esaminato le particolari disposizioni dell'articolo 13 del trattato, che riguardano specialmente le isole; da quelle veramente non mi pare che le isole del lago Maggiore non possano essere visitate, e che per quelle il domicilio, o la libertà individuale non possa essere violata; io credo che l'intenzione del Governo sia stata di sottoporre indistintamente alla visita degli agenti doganali dei due paesi quelle isole sole che stanno in mezzo ai fiumi, o che non sono abitate, che vanno formandosi e vestendosi di boscaglia e che possono facilmente essere ricettacolo di contrabbando; ma io credo che il Ministero non abbia previsto tutti i casi. Io qui manifesto un dubbio; la Commissione od il Ministero potranno dilagarlo, ed io ne sarò lieto, ma il dubbio non mi pare irragionevole. Io conosco una località dove v'ha un'isola contornata interamente da acque navigabili. Questa località non è nel lago Maggiore, essa è in uno dei fiumi limitrofi.

Ora, o signori, io domando: quest'isola circondata da acque navigabili potrà essere visitata quantunque possa considerarsi come una borgata, quantunque vi siano abitazioni? Io prego il Ministero e la Commissione di risolvermi questo dubbio.

Una delle ragioni, o signori, che furono addotte e ripetute a favore del trattato, si è che bisogna avere dei riguardi per l'onesto commerciante, che non bisogna proteggere il contrabbando.

Signori, io professo il massimo rispetto verso dei commercianti, ed apprezzo altamente chi vive degli onesti guadagni del commercio; ma, o signori, qui non si tratta di avere riguardo all'onesto commerciante od al legittimo commercio de' privati, qui si tratta di salire più alto, di entrare in altra sfera colle vostre considerazioni. Vogliate, o signori, considerare qual riguardo meriti quell'onesto negoziante, il quale all'ombra di eccessivi diritti protettori, mette a contributo tutta la nazione, e realizza con poca fatica enormi lucri. Dite, o signori, se i Governi i quali coll'ingiustizia dei loro sistemi politici, producono quest'ingiustizia sociale, non meritano di essere giustamente puniti col contrabbando. Del resto io lo dichiaro altamente, per quanto sia una calamità il contrabbando, tanto pei danni finanziari che arreca, quanto è più ancora, per le sue conseguenze morali, tuttavia voi, o signori, non riuscirete mai a reprimerlo con provvedimenti com'è quello che discutiamo.

Io sono certo, o signori, che se noi confrontiamo le disposizioni repressive, e massime le cautele doganali che noi avevamo, quelle, per esempio, del 1822 e del 1823, noi vediamo che quantunque corressero ben diversi tempi, e fossimo retti con ben diversi principii, pur si credeva abbastanza difeso lo Stato con leggi che, in confronto della convenzione, sono molto miti. Ed oggi coi progressi della civiltà, coi principii del libero scambio, colle libertà politiche, noi avremo bisogno di tanti severi provvedimenti, di tante cure per difendere lo interesse economico dello Stato? Io non posso persuadermi, o signori, come le parti contraenti credano che ai mali lamentati si possa provvedere convenientemente colla convenzione, e devo io di necessità concludere che questa convenzione sente la sua origine politica primitiva; anzi io credo di non andare errato dicendo che l'Austria non ha voluto solamente rendere complice il Piemonte di una misura della sua polizia, l'Austria ha voluto togliere al Piemonte la sua posizione indipendente, energica, e dirò anche magnifica, che nel suo fiero isolamento esso conservava in faccia all'Italia. Questo, io credo, è il danno che ci si vuole recare, questo lo scopo del trattato.

Io non voglio più a lungo trattenere la Camera e riassumo i miei ragionamenti.

Quanto al trattato di commercio e di navigazione, io dico che non riconosco l'obbligo di chiamare l'Austria partecipe di pari diritto dei ribassi delle nostre tariffe; che dei vantaggi che il trattato ci reca, alcuni sono ipotetici, come il ribasso sul riso, altri assai tenui, ed altri compensati pei vantaggi dati all'Austria per reciproco trattamento; che i vantaggi, all'incontro, all'Austria accordati, essendo costituiti dal cumulo di tutti i vantaggi che la maggioranza ha concesso alle altre potenze, ed in alcuni casi, come alla Francia, solo per considerazioni politiche, che qui non sussistono, per ciò io non posso a meno, o signori, di concludere che nel trattato di commercio io vedo la giustizia internazionale offesa.

E riguardo alla convenzione, io credo di avere provato alla Camera, che essa viola la fede dei trattati, che pregiudica l'avvenire economico del paese, che fa danno agli interessi e ai diritti dei cittadini, e perciò la respingo, e tanto più la respingo in quanto credo dimostrato che essa non ha per oggetto la repressione del contrabbando, ma che ha uno scopo politico, e, o signori, voglia Dio che questo scopo politico non sia di abbassare il Piemonte innanzi all'Europa.

Io non posso accettare il trattato di commercio e respingo la convenzione, perchè entrambi credo nocivi agli interessi veri del Piemonte e d'Italia.

PRESIDENTE. Secondo il turno degli oratori iscritti in pro e contro il progetto di legge in discussione, la parola è al deputato Farina Paolo.

FARINA PAOLO. La prima lettura data dal signor ministro dalla ringhiera del trattato e della convenzione, su cui verte la discussione mi aveva per modo indisposto a riguardo dell'uno e dell'altra che io mi disponeva a votare e forse anche a parlarvi contro. Ma avendo più attentamente esaminato e studiato questi due atti, io dovetti interamente ricredermi ed è in questo senso che intendo di intrattenere la Camera.

Certamente io non sono qui per negare che gravi restrizioni ne vengono portate alla libera facoltà di navigare delle popolazioni limitrofe. Questo sarebbe assolutamente impossibile. Nemmeno io voglio negare che la libera facoltà di navigazione stabilita dal trattato di Vienna venga in qualche modo limitata.

E cito il trattato di Vienna, come quello che solo mi pare applicabile al caso stimando che inopportuno voglia si fare cenno di tutti gli altri trattati antichi, mentre che in fatto di trattati non avviene come per le leggi, per l'attivazione delle quali si debbe necessariamente abrogare quelle preesistenti che sono contrarie.

Io considero i trattati come convenzioni bilaterali l'effetto delle quali è naturalmente di distruggere le convenzioni antecedenti anche senza che sia detto espressamente.

Stando dunque alla lettera esatta del trattato di Vienna, io pure inclino a credere che una sensibile diminuzione alla facoltà di navigare accordata alle popolazioni limitrofe venga arrecata dalla convenzione per la repressione del contrabbando.

Ma mi è forza fare osservare che questa limitazione consistendo principalmente nel diritto di visita accordato alle potenze che posseggono le rive entro cui scorrono i fiumi e si restringono i laghi, siffatto diritto viene implicitamente riconosciuto nel diritto pubblico d'Europa, non in forza solo del trattato, di cui fece cenno l'onorevole ministro delle finanze, ma indipendentemente dalla stipulazione di altri trattati recenti, in forza della interpretazione data a quello di Vienna.

Nella navigazione del Danubio, l'Austria stessa dovette as-

soggettarsi suo malgrado alle visite che praticò molto prima del 1850 la Russia dipendentemente dall'occupazione di un'isola posta allo sbocco di quel fiume nel mar Nero, e nella quale la Russia stabilì prima un lazzeretto, poi un posto di dogana.

Ciò premesso, non deve recare meraviglia, se quando nel 1834 questa disposizione venne concertata tra l'Austria ed il Piemonte, la Svizzera non potè lagnarsene come noi può al presente, pari ad un dipresso essendo le condizioni del trattato attuale e di quello che venne nel 1834 stipulato.

E per dire vero, se la Svizzera avesse ciò voluto, avrebbe avuto campo a farlo durante gli otto anni in cui la convenzione del 1834 fu in vigore.

Non stimo quindi che da noi si possa mettere in campo simile ragione, la quale non fu creduta bastevole neanche da coloro che avevano interesse a farla valere.

Nè si dica che questa facoltà accordata nel trattato di Vienna si confermava poi colla convenzione che fu stabilita col cantone Ticino relativamente alle strade ferrate. Essendo tale convenzione esclusivamente relativa alla strada, la quale non venne posta in effetto nel termine che dal trattato era stabilito, e non potendosi neppure, atteso le gravissime difficoltà che l'esecuzione di tale strada presenta, ritenere che possa mai avere facile attuazione in avvenire, non è il caso ch'essa tanto valga da farci respingere una convenzione che per noi riesce grandemente utile.

Io ho già detto che la convenzione attuale non è, a parere mio, che una riproduzione ad un dipresso di quella del 1834. Ora debbo soggiungere, che se allora per il Piemonte non vi erano che tenui corrispettivi, al presente vi hanno compensi grandissimi sì economicamente, che politicamente considerati.

I grandi corrispettivi che io riscontro nell'attuale convenzione, specialmente consistono: 1° nell'obbligo che si assume l'Austria di non imporre maggior dazio sulle merci introdotte in Lombardia per mezzo del porto di Genova; 2° nella clausola relativa alla congiunzione della strada ferrata.

Onde giudicare di tutta l'importanza di questi vantaggi, io sono forzato a definire brevissimamente qual sia la natura del commercio ligure. Questo è tal commercio che per la massima parte si alimenta pel trasferimento delle merci dai paesi di produzione ai paesi di consumazione; è in una parola un commercio di *trasporto*, la natura speciale del quale, come osservarono tutti quanti scrissero di questa materia si è di andare sommamente soggetto ad alterazione, e talvolta persino a totale cessazione per causa delle disposizioni che vengono prese dalle potenze presso le quali debbe effettuarsi.

Il commercio di trasporto che si fa dalla Liguria alla Lombardia ed ai ducati, i quali pure sono compresi nel trattato attuale, si può valutare per niente meno che per la metà del totale suo commercio.

Esso alimenta i naviganti i quali caricano le nostre merci, e vanno a prendere le mercanzie di cui la Lombardia ed i ducati hanno bisogno; alimenta le case commerciali ed i loro impiegati che armano i bastimenti e dirigono le spedizioni; alimenta i facchini ed i manuali che immagazzinano e scaricano le merci medesime; alimenta i carrettieri e i mulattieri che le trasportano; e quando la strada ferrata sarà portata a compimento, questo commercio costituirà uno dei più grandi e principali suoi redditi.

Egli è quindi della massima importanza il mantenere questo commercio, perchè siccome la popolazione della Liguria vive, almeno per i due terzi, sul commercio, se voi precludete l'adito ad una metà di esso, un terzo di tale popolazione

sarà forzato ad emigrare per assoluta mancanza di mezzi di sussistenza. Il lusingarsi che quel commercio non possa venire interrotto per rappresaglia, è pascersi di una vera, di una cieca utopia, Venezia e Trieste per sostituirsi a Genova hanno assai poco da fare. Lasciate compiere la strada ferrata tra Venezia e Milano, e se è concesso all'Austria di imporre sulle merci provenienti dalla parte di Genova dei dazi differenziali, è certo che essa lo farà, mentre non sussisterà più la ragione che adduceva l'onorevole Depretis, stantechè le merci trasportate col facile mezzo delle strade ferrate potranno aversi a Milano ad egual prezzo delle attuali importate da Genova e quindi non ne diminuirà la consumazione, nè conseguentemente potrà diminuire il dazio che costituisce uno dei redditi principali dell'Austria in Lombardia.

Si dice, per rispondere a quest'obbiezione, che l'Austria non l'ha fatto finora, e che però ragion vuole si possa sperare che non lo faccia per l'avvenire.

Ma questo, o signori, è un errore: l'Austria non lo fece finora appunto perchè non esistevano quelle facili vie di trasporto che esisterebbero col compimento della strada ferrata tra Milano e Venezia.

Di più v'ha un'importantissima osservazione da fare. Non avvi alcuno che la materia commerciale abbia alcun poco studiato, il quale non siasi grandemente preoccupato delle variazioni che nel commercio europeo sono per essere apportate dalle più facili comunicazioni che si stanno preparando attraverso all'istmo di Suez. Queste più facili comunicazioni avranno per certo ed immediato effetto di ricondurre sulle sponde del Mediterraneo la massima parte di quel commercio, che colla scoperta del Capo di Buona Speranza loro era stato tolto. Ora, date queste circostanze, che cosa ne avverrà? Ne avverrà che quel vantaggio che aveva Genova adesso rimpetto a Venezia, di trovarsi più vicina allo stretto di Gibilterra, e quindi più alla portata di ricevere le merci che passano per quello, cesserà interamente, perchè portandosi le merci, o identiche, o similari, per la strada di Suez nel Mediterraneo, Venezia viene ad essere posta in condizione almeno eguale a quella di Genova. Questa circostanza pertanto, congiunta a quell'altra di avere la strada ferrata, farà sì che le merci provenienti da Venezia si potranno avere nella Lombardia pressochè ad egual prezzo di quelle che venissero da Genova.

Se quindi noi lasciamo all'Austria l'adito a stabilire un dazio differenziale, noi le lasciamo aperta la via di togliere a Genova una metà dell'attuale suo commercio, il quale alimenta, come già dissi, un terzo della sua popolazione, e senza del quale questa sarà indubitabilmente costretta ad espatriare.

L'onorevole Depretis andava citando, per esempio, delle merci che si trasportano dal porto di Genova in Lombardia, il cotone. Io accetto questo esempio, siccome quello che versa sopra uno degli oggetti che pel maggiore suo volume forma uno appunto dei rami essenzialissimi del commercio di Genova colla Lombardia, commercio che viene esercitato sopra proporzioni vastissime da case lombarde che si servono del porto di Genova per il trasporto. Il cotone d'America, per la qualità che è maggiormente in uso, e che gl'Inglesi chiamano *sharp staph*, è egualmente buono negli Stati Uniti d'America e nell'India.

Quest'osservazione io la trovo in Mac-Culloch, e non occorre ulteriormente di giustificarla.

Ponete ora che il commercio dell'India sia portato sulle rive del Mediterraneo, e che il cotone indiano possa quindi facilmente sostituirsi a quello di America, cessa immediatamente ogni vantaggio che ha Genova rimpetto a Venezia di

trasportare queste derrate a Milano a preferenza di Venezia medesima.

Rimane quindi dimostrata la necessità di precludere l'adito a qualunque vantaggio che possa avere Venezia su Genova per mezzo di dazi, mentre altrimenti è certissimo, che questo ramo, che è uno dei più importanti, passerà dal porto di Genova a quello di Venezia medesima.

La congiunzione delle strade ferrate inoltre costituisce sicuramente un grande vantaggio che il trattato ci accorda. Per sentirne tutta l'importanza io sono obbligato a gettare un rapido sguardo sulla natura ed estensione del commercio italiano, nei tempi in cui si concentrava nel Mediterraneo, siccome ho già detto, il commercio marittimo del mondo allora conosciuto.

Col risorgere della civiltà in Europa, le città marittime dell'Italia, si impossessarono totalmente del commercio marittimo, e fondarono numerosi stabilimenti, banchi e colonie, lungo le sponde del Mediterraneo, dell'Arcipelago e del mar Nero. A fianco, ed a rincontro di uno stabilimento veneziano sorgeva uno stabilimento genovese, uno stabilimento pisano; la concorrenza che questi si facevano diventò una delle potentissime cause che scissero fra loro quelle repubbliche, e fecero rosseggiare di sangue italiano il Mediterraneo, l'Arcipelago, ed il mar Nero medesimo. Appunto le rivalità che cagionava la concorrenza di quelle varie città e il desiderio di appropriarsi la totalità del commercio che in quei mari si faceva, furono causa di interminabili, di fatalissime guerre, e stragi, e discordie, che cagionarono l'intera rovina d'Italia: esse ingenerarono odi così potenti negli animi degli Italiani, che anche dopo che la scoperta del Capo di Buona Speranza ebbe fatto cessare le cause di quelle ire fratricide, pur troppo le rivalità e gli odi durarono pertinaci e seguirono ad essere fomite di quelle discordie per cui l'Italia non potè mai sollevarsi a nazione, ma rimase semplice aggregazione geografica di principii discordi.

Già vi dissi come all'apertura dell'istmo di Suez si porterà alle sponde del Mediterraneo il commercio dell'Arabia, della Persia, delle Indie, dell'Indostan, della China, e perfino dell'Oceania, della metà insomma del globo.

Identiche cause è facile prevedere come possano produrre identici effetti; ed è appunto appoggiandosi a questa politica di antagonismo che l'Austria costantemente fino ad ora si rifiutò di congiungere colle sue le nostre strade ferrate.

Destare antagonismi economici è arte necessaria a quanti vogliono opprimere una nazione. La scissione dei materiali interessi è il fondamentale cardine della politica degli oppressori delle nazioni, come viceversa la politica di semplificazione e di unificazione dei materiali interessi è la vera, è la sola che possa a buon diritto meritare il nome di nazionale. La politica del sentimento è buona per insorgere, per dare uno slancio all'entusiasmo; ma essa non dura quando vi si oppongono gli interessi materiali. Riandate, ripeto, la storia e voi troverete sempre questa terribile verità mostrarsi in tutta la sua potenza.

Ma a che pro riandare la storia, o signori? Non abbiamo noi nei fatti contemporanei un terribile esempio? Non fu la sgraziata questione della capitale che suscitò tanti dissidii fra noi? Non fu essa che creò in questa stessa Assemblea i diversi partiti?

Ebbene, credete voi che se si lascia sorgere una politica di antagonismo, non frutterà in avvenire i suoi effetti? È egli più difficile il conquistare l'indipendenza che serbarla? Io non lo credo.

Che questo antagonismo di interessi sia sempre stato la

causa principale delle divisioni d'Italia, e sempre sia stato la sua rovina, permettete, o signori, che io ve ne citi un incontrastabile testimonio.

La vita delle nazioni e i destini di un popolo non si compiono in un giorno. Chi vuole preparare l'avvenire deve studiare il passato: e permettetemi, ripeto, che a questo io vi richiami per farvi vedere quanta convenienza noi abbiamo di congiungere gl'interessi dell'alta Italia, anziché istituire scissioni che finirebbero per esserci fatali.

Sono cinque secoli che Petrarca, scriveva ad Andrea Dandolo (*Bisbiglio*)...

Non vi stanchi la citazione di un fatto storico, perchè, io lo ripeto, non si può preparare l'avvenire delle nazioni, senza studiare la storia del passato. Qui dunque è Francesco Petrarca che scrive ad Andrea Dandolo, suo amico, doge di Venezia:

« Corre voce, che due libere città vogliono farsi una guerra a morte. E quali città? I due lumi d'Italia, collocati dalla natura sugli opposti confini delle Alpi, per signoreggiare i mari che la circondano, e perchè dopo l'abbassamento del romano imperio, la miglior parte del mondo ne sia ancor la reina.

« Nazioni altere osano contenderle in terra il primo luogo, è vero, ma chi oserebbe disputarglielo in mare? Fremo nel pensarvi. Se Venezia e Genova rivolgono in se stesse le armi trionfatrici dei barbari, tutto è perduto, e imperio marittimo e gloria nazionale. Chiunque sia il vinto, è forza che l'uno dei nostri lumi s'estingua e l'altro s'indebolisca. »

Quindi soggiungeva.

« Benignamente vi steccò la natura di Alpi e di mari. Avarizia, invidia, superbia han rotto lo steccato. Cimbri, Unni, Tedeschi, Francesi, Spagnuoli l'inondarono. Che fia di noi, che sarà dell'Italia, se Venezia e Genova argine non fanno al nemico torrente? »

« Prostrato a piè delle due repubbliche, pieni gli occhi di lagrime e di amarezza il cuore, io grido loro: Deponete l'armi civili, datevi il bacio della pace, unite gl'animi vostri e le vostre bandiere. »

Sapete qual fu la risposta? La risposta fu una terribile battaglia nel Bosforo, ferocemente combattuta in mezzo ad una spaventosa tempesta, nella quale perirono più d'un terzo dei combattenti da una parte e dall'altra. Orrende stragi e rovine italiane, da italiane mani perpetrate, fu la risposta che si ebbe ad ottenere la generosa ma insufficiente politica del sentimento contrastata da quella prepotente dell'interesse.

Condizioni pressochè identiche produrranno, ora io lo ripeto, identici effetti. Ma se invece con politica prudenza afferrando noi l'occasione di far sì che sia smessa la politica dell'antagonismo di interessi, noi entriamo nella via della unione, della fusione degl'interessi medesimi, noi avremo ottenuto quanto, negli infelici tempi in cui viviamo, ci è dato sperare e conseguire. Collegare potentemente le due città regine dell'Adriatico e del Tirreno, mediante una strada ferrata, fonderne insieme i materiali bisogni, identificarne le tendenze, i timori, le speranze, le speculazioni; far sì che il felice arrivo, o la partenza di un convoglio di navi per l'America da Genova sia un felice evento per Torino, per Milano, per Venezia; che viceversa l'arrivo in Venezia di molte navi, provenienti dal Levante, sia egualmente festeggiato a Milano, a Genova, a Torino, sarà un ottenere quel che fu finora tentato invano, e che solo ci può dare la congiunzione delle strade ferrate. Togliere ogni gelosia di commercio, amalgamare, unificare i materiali interessi di otto milioni di Italiani, è tal fatto che merita sacrifici, e che li renderà più facilmente sopportabili da coloro che, vivendo in regioni limi-

trofe, più sono in condizione di sentire quelli che impone l'attuale trattato. Questo fatto, questa unione, questo amalgamento degl'interessi di più di otto milioni di Italiani, da chiunque venga proposto, dev'essere con gioia accettato da quanti hanno in mira gl'interessi della nazione non solo presenti, ma anche li avvenire. Io lo ripeto, o signori, ogni fusione politica, se deve produrre stabili effetti avvenire, deve essere preceduta da una fusione economica, senza di cui può darsi bensì che momentaneamente riesca, ma è poi impossibile che possa durare ogni tentativo d'indipendenza.

Quindi concluderò il breve mio dire raccomandando alla Camera di votare questo trattato, siccome quello che tende eminentemente ad operare quella unificazione di interessi italiani che sola può fornire stabile base a quella nazionale indipendenza che certamente è nel cuore, o signori, di ognuno di voi.

MELLANA. Io sorgo a parlare nel senso degli onorevoli miei amici Depretis e Cadorna. Dietro gli ampi argomenti messi avanti da questi oratori per parte dell'opposizione, ben vede la Camera che mi trovo nella difficile posizione di chi vien dopo ad esperto e diligente mietitore, cui poco resta a spigolare; ed io ben volentieri mi tacerei se in quest'importante quistione non credessi fosse debito dell'opposizione di non intralasciare neppur uno degli argomenti che da essa si possono porre innanzi onde ottenere dalla sapienza del Parlamento che non sia sanzionata la politica che sembra accettare il Ministero.

Per non dovere poi interrompere il filo delle idee che mi era prefisso di svolgere, quando credeva (stantechè ero prima iscritto) di dovere parlare prima dell'onorevole deputato Farina, innanzi di entrare nell'ordine d'idee che mi sono prefisso di svolgere, confuterò alcune delle dottrine messe innanzi da questo oratore. Ei mi ha così presentato scoperto il fianco, che mi sarà facile cosa il combatterlo vittoriosamente: a questo titolo debbo la mia gratitudine al signor presidente di avergli voluto concedere, prima che a me la parola.

Se le dottrine poste innanzi dall'onorevole Farina fossero mai una verità, bisognerebbe dire che la diplomazia austriaca sia la più inetta in Europa; all'incontro abbiamo dovuto dolorosamente apprendere che questa diplomazia se non è la più leale, è pur troppo avveduta, longanime e scaltra, e che sa fare molto bene i propri interessi.

Se fosse vero, che dall'accettare questo trattato ne derivasse un benefico effetto di fusione negli animi degli Italiani, bisognerebbe dire che l'Austria cercherebbe di suicidare se stessa; ed io non ho così basso sentire della sapienza dei diplomatici dell'Austria.

Diceva l'onorevole Farina che noi dobbiamo accettare e senza rincrescimento, come un obbligo la convenzione per la repressione del contrabbando per ciò che riguarda i fiumi limitrofi ed il lago Maggiore, inquantochè l'Austria stessa fu astretta ad accettare simile condizione dalla Russia sulla navigazione del Danubio.

Non mi meraviglia che l'Austria riceva la legge dalla Russia. Il vassallo è soggetto al suo signore; abbiamo veduta l'Austria costretta a dover dichiarare al cospetto d'Europa che da se sola non poteva resistere ai popoli suoi; l'Austria, dico, dopo avere fatta tale meschina prova di sè, è obbligata sicuramente a dover cedere alcuna cosa al suo alleato e padrone, a colui che solo omai può sorreggerla.

FARINA PAOLO. È fino dal 1834 che l'Austria dovette sottoporsi al diritto di visita sul Danubio.

MELLANA. Ma noi nulla abbiamo a sperare dall'Austria, che anzi siamo e dobbiamo rimanere suoi avversari, perchè

saremo con essa avversari finchè essa starà forzatamente sui campi italiani, dico finchè vorrà persistere a occupare colla forza una terra non sua, giacchè è chiaro che ove l'Austria oltrepassasse le Alpi ci ridiverrebbe amica, e potremmo avere con lei utili comunanze di negozi e di commerci.

E qui mio malgrado mi veggo astretto di addentrarmi nel campo della politica per rispondere all'onorevole Farina, il quale sosteneva principii così opposti a quella grande idea che sola ci può dare forza morale.

A mio avviso tutti gli uomini illuminati dell'Austria sono convinti che dai loro possedimenti italici non possono nè ritrarre forza, nè mezzi corrispondenti alle spese. Non forza, perchè ha d'uopo più d'uomini per comprimere l'Italia di quelli che dall'Italia possa prendere per gravitare sulla non meno infelice Ungheria: non mezzi maggiori di quello che le costi l'occupazione, perchè infincchè dovrà continuamente temere del vulcano che le sta sotto ai piedi, essa dovrà sopportare la supremazia della sua armata, la quale, volere o non volere, la condurrà alla bancarotta.

Il motivo adunque per cui l'Austria vuole ad ogni costo perdurare nella sua occupazione si è perchè intende di conservare aperto il mercato italiano alle industrie delle altre provincie dell'impero; ed è ancora più perchè dietro l'apertura dello stretto di Suez, opportunamente citato dal signor Farina, essendo palese che presto dovrà il commercio d'Oriente riprendere l'antica strada d'Italia, essa Austria intende fruire di tale beneficio.

Che questa sia una verità ce ne convinceremo facilmente, ove ponghiamo mente che non è al solo Governo austriaco che stiano a cuore i possedimenti italiani, sibbene a tutta la confederazione germanica.

Ci fa fede di ciò l'Assemblea di Francoforte, la quale mentre sedeva in forza di principii di libertà che ovunque avevano trionfato, pure disdisse a nostro riguardo il grande principio della nazionalità e della fratellanza dei popoli: ce ne fa fede ancora più dolorosa l'aver veduti più accaniti degli stessi Croati, combattere contro di noi quelli stessi che pochi mesi prima avevano così nobilmente combattuto a difesa delle barricate di Vienna.

È appunto perchè ai Germani sta a cuore lo avere aperti i mercati italiani che noi per ora, rinunciando al principio del libero scambio, non dobbiamo venire a condizioni coll'Austria. Noi dobbiamo fare trattati fondati sulla libertà del commercio con tutti gli altri Governi, e rimanere stretti protezionisti a rispetto dell'Austria, onde convincerla che essa ha più a guadagnare col rinunciare ad una occupazione violenta che non col perdurarvi. Essa deve sapere che per lei l'Italia non sarà che un vulcano aperto, finchè perdura nell'occupazione, e che un' Italia indipendente diverrebbe per lei non solo il più utile ed il più ricco mercato, ma anche un più disinteressato alleato di quello non sia la Russia. Nel modo stesso, o signori, che i Lombardo-veneti hanno nobilmente dismesso dal fumare e di vestirsi dei prodotti dell'impero per non indossare che abiti nazionali, così noi pure dobbiamo, finchè dura la straniera dominazione, combatterla col chiuderle i nostri mercati. Questa, o signori, è utile e leale politica, ed è la sola che ci comportino le tristi condizioni nelle quali versano i popoli d'Europa.

Giacchè il deputato Farina per sostenere la sua tesi non ha dubitato di rammentarci fatti dolorosamente presenti alla memoria d'ogni italiano, mi corre debito di rettificare una erronea sua asserzione. Esso per provarci come, prima di fondersi gl'Italiani politicamente, devono unirsi con vincoli di vicendevoli interessi materiali, rammentò come la que-

stione della capitale fosse nel 1848 seme di dissidi in questo stesso Parlamento. Non niego che la fusione degli interessi fra le varie provincie italiane possa essere proficua, ma non vorrei il signor Farina dimenticasse che qui si tratta di convenzione fra una provincia italiana e l'impero austriaco. In merito poi al dissidio per la capitale, nego assolutamente che esso abbia mai trovato ricetto in quest'Aula. Anzi dirò a gloria del popolo torinese che, lasciato al suo generoso sentimento, arse il giornale che primo pose in campo una così inopportuna e fatale questione, e se questa face di discordia corse poi un giorno per le vie di Torino, fu quando i tristi, che avevano in cuore il pensiero omicida di rovinare la causa della libertà e della nazionalità, seppero raggirare una popolazione per proprio istinto buona e generosa.

Se noi, seguendo la politica dell'onorevole deputato Farina, concedessimo per mezzo di queste e di più larghe convenzioni coll'Austria, al porto di Genova e a tutta la riviera tutti quei vantaggi economici che da essa si potrebbero sperare dal trionfo della italiana nazionalità, crede egli, l'onorevole Farina (e qui sono bene lungi dal volere fare un'accusa a quella nobilissima parte del nostro paese, ma prendo quale è la imperfetta nostra natura), crede egli il signor Farina, che la Liguria unissona risponderrebbe come nel 1848 al grido di guerra e collo stesso slancio, quando ritornasse un'altra volta in campo una così nobile speranza?

Ma il signor Farina si compiace di chiamare la nostra politica, politica di sentimento: gli risponderò che tale politica è sempre più consona a giustizia che quella di mero calcolo. Siccome è supremo bisogno di un popolo il tendere con ogni mezzo al riacquisto della propria nazionalità, siccome è conforme all'eterna giustizia di volere essere padroni sulla parte di suolo che ci fu da natura assegnato, io perciò mi compiaccio di seguire quella politica che dagli uomini di calcolo si usa di chiamare, sorridendo, politica di sentimento. Ma vediamo di grazia chi sia in questa circostanza più freddo calcolatore. Io non faccio il torto all'onorevole Farina di credere che esso non calcoli il principio di nazionalità come il beneficio nostro supremo. Ora supponga che le provincie liguri, che le provincie viticole, per mezzo di trattati coll'Austria, ottenessero tutti i vantaggi economici, che una volta si ripromettevano solo dalla congiunzione politica colla Lombardia, crede esso che giungerebbe gradito, come nel 1848, a queste provincie il grido di guerra? Allora, oltre ad un sentimento generoso, parlava potentemente il proprio interesse; in avvenire, non solo dalla guerra non avrebbero a sperare lucro, ma avrebbero a temere di perdere quei vantaggi, ove la guerra fosse infelice, dei quali si troverebbero al possesso. Ecco la diversità di calcolo fra me ed il signor Farina. Io, partigiano della politica di sentimento, calcolando gli uomini quali sono, voglio rinunciare per un momento a qualche lieve vantaggio materiale, per osservare quanto sia la nazione, non solo per sentimento, ma per proprio interesse, disposta a nobili sacrifici; esso invece disconoscendo l'umana natura, vuol riservarsi a chiedere questi sacrifici dal solo sentimento. Chi sia più freddo calcolatore fra lui e me, lo giudichi la Camera. E per conoscere meglio come l'onorevole Farina sia felice nei suoi calcoli, mi giova ricordare che esso derivava il massimo beneficio che da questi trattati ne doveva derivare alle liguri provincie dalla promessa che in essi si fa, di congiungere la nostra rete di strada ferrata con quella della Lombardia. Ma se ciò gli sta tanto a cuore, doveva, per essere logico, esigere che nel trattato stesso fossero indicati i luoghi di congiunzione e l'epoca precisa della congiunzione stessa: doveva quindi unirsi con noi per invitare il Governo a riprendere le

trattative, perchè anche questa questione fosse seriamente risolta.

Ma se si contenta delle vaghe espressioni contenute a tale riguardo nel trattato che ci è sottoposto, potrebbe ben venire il caso di vedere rimandato alle calende greche questo suo desiderio. Quanti sieno i pretesti che dal più forte si possono mettere in campo per esimersi o potrarre una così vaga convenzione, niuno vi ha che nol vegga.

Per convincere viepiù l'onorevole Farina come pur troppo valga il pensiero degli interessi materiali ad attutire più alti sentimenti nelle popolazioni, gli rammento che ne abbiamo avuta una prova chiarissima in quest'epoca stessa nella quale parliamo: fummo ora è un mese testimoni di un fatto, il quale fece dubitare se il sentimento dell'onestà politica fosse ancora una verità in Europa. Ebbene questo fatto, in così vaste proporzioni, unico forse nella storia delle umane sventure, rimase invidicato per non dire glorificato; e sapete perchè? Perchè le molte migliaia di ritentori dei miliardi di fondi pubblici furono tacitati da vistosi guadagni. È perchè non devono andare perduti tali esempi che io calcolerò più sui vizi che sulle virtù degli uomini per ottenere da essi il loro stesso reale vantaggio.

Data questa breve risposta all'onorevole deputato Farina, io mi affretto a dire che sono discrepante in questa questione, da molti fra i miei amici politici, fra i quali il deputato Cadorna, là dove essi opinano che il trattato e la convenzione avrebbero dovuto essere presentati separati l'uno dall'altra, perchè se accettabile l'uno, l'altra in nessun modo deve ottenere la sanzione del Parlamento.

Io invece sono ben lieto che essi siano congiunti, e mi allieto di ciò che siano inscindibili, perchè ho la speranza che le esorbitanze dell'una valgano a fare rigettare anche l'altro, poichè politicamente io ritengo che per noi sia assai più fatale il trattato di commercio e navigazione di quello lo sia la convenzione.

Ho detto politicamente, giacchè la convenzione, se non altro, è tale esorbitanza da produrre le conseguenze di tenere viva nell'animo degli Italiani la memoria, che parte del loro territorio è in mano degli stranieri; dove, invece, il trattato di commercio portando un qualche vantaggio economico, potrebbe essere stato accettato dalla Camera, e quindi produrre una trista impressione nell'animo degli Italiani, quasi che noi per meri interessi materiali fossimo pronti a rinunciare a quel principio, che cioè vuole, che nello stato attuale delle cose noi stiamo, almeno rispetto all'Austria, in un perfetto isolamento. E qui osservo che il Governo o ha temuto di dirci intiera la verità, od ha seguita una politica poco italiana.

Esso, e nella sua relazione, e nei discorsi dell'onorevole conte di Cavour non ci ha detta una parola che esprima che questo trattato ci viene imposto. Se ciò è, come ne corse voce, era più dignità il dirlo che il tacerlo. Io, per me, non lo voterei al certo, ancorachè imposto, ma potrei chinare la fronte e riconoscere prudente il voto della Camera, ove per tale motivo lo accettasse, primachè accettarlo se questa imposizione non ci fosse fatta. Allo stato attuale dell'Europa, nessuno pretenderà certo in Italia che noi ci poniamo per il momento a cozzare coll'Austria; e quindi diviene anche virtù la rassegnazione. Vi è anche talora grandezza nell'assoggettarsi alla terribile legge del *væ victis*; ma che liberamente, per mendicare alcuni vantaggi economici, da noi si accettasse questo trattato, è cosa incompensabile. Sento anch'io che mi sono riservata in questa discussione la parte forse più difficile, e che meno risponde alle tristissime idee del giorno, quella di parlare di una franca e nazionale politica in mo-

menti di generale prostrazione degli animi. Compirò con moderazione, ma con fermezza a questo dovere. Innanzi tutto devo, confutando, rispondere a quegli oratori, i quali sostennero non doversi confondere le questioni economiche colle politiche; tal tesi non può essere ammessa dalla Camera, senza condannare se stessa, senza subordinare l'interesse alla giustizia.

Se la Camera fosse persuasa, che dovessero tacere i principii politici quando si tratta di questioni economiche, come si sarebbe potuto qui sostenere che si debba mantenere un esercito? Nessuno vi è che, economicamente parlando, non vegga che niente vi è di più contrario ai principii economici, che il mantenere un esercito improduttivo; eppure si pecca contro il principio economico perchè il principio politico lo impone; pochi sono coloro che vogliono assumersi la responsabilità di attutire il sentimento militare, perchè esso, ben diretto, può giovare un giorno al riconquisto dell'indipendenza nazionale; ma se ci può imporre il principio politico, contro l'economico, di mantenere una forza materiale superiore ai nostri mezzi, perchè lo stesso principio non dovrà egualmente consigliarci a mantenere, anche con iscapito del dogma economico, quella forza morale che è la più indispensabile, la più necessaria ai popoli piccoli, i quali, non possono avere forza reale, se non sono appoggiati da una forza morale?

Venendo ora a discorrere della convenzione per la repressione del contrabbando, non mi soffermerò gran che sul merito della medesima; questo argomento fu tanto ampiamente sviluppato dai due oratori che ho accennati, che non rimane luogo ad altre osservazioni; mi fermerò soltanto sopra una questione di fatto che fu da altri toccata; ed è questa.

Fra tutti gli inconvenienti materiali che ne avverrebbero al nostro paese nell'accettare la convenienza, ve ne ha uno che non fu ancora accennato, ed è una patente del 1841 colla quale si dà l'assicurazione alla nostra società del battello a vapore sul lago Maggiore, che per 12 anni (i quali non avranno termine che nell'ottobre del 1853) non si concederà ad altri di stabilire servigi di navigazione a vapore sulla sponda meridionale del lago stesso: ed in corrispettivo di tale concessione si è imposto a quel battello a vapore l'obbligo di fare gratuitamente il servizio delle poste.

Leggerò l'articolo di quella regia patente.

« Il signor banchiere Raffael Vitta ed il signor marchese Benso di Cavour sono e rimangono affidati, che dal Governo di S. M. non verrà accordata durante il periodo di anni dodici successivi, a cominciare dal giorno d'oggi, alcun'altra concessione per stabilire servigi di navigazione a vapore sul lago Maggiore lungo la linea che percorre il litorale dei regi Stati dal ponte di Castelletto sopra Ticino sino a Canobbio, oltre a quelle che essi hanno riportate da questo dicastero politico in suo decreto 12 ottobre 1841. »

Questo decreto ha la data del 10 ottobre 1841. Ora, se mai andasse in vigore la convenzione che viene ora in discussione, egli è certo che in forza dell'articolo 20 il battello che ora naviga sulla linea lombarda, comandato da un certo Bona, potrebbe egualmente navigare su tutta la linea piemontese; epperò la nostra società si troverebbe in diritto di domandare allo Stato un'indennizzazione pei danni che le ne avverrebbero dalla violazione della fattale concessione.

Mi pare che anche questa ragione abbia qualche peso, e che perciò il Governo avrebbe dovuto averla presente o per dilazionare fino a quell'epoca la concessione che farebbe all'Austria col citato articolo 20 della convenzione, oppure per ottenere che i danni che dovranno rifondersi alla società at-

tuale fossero almeno sopportati dalla parte contraente che ne gode i vantaggi e non da noi che dovremo sopportare ben altri e più gravi danni.

Non mi dipartirò dal soggetto di questa convenzione senza far osservare come sia pericoloso per i piccoli Stati lo stringere convenzioni cogli Stati di maggior potenza, per ciò solo che più sono i patti stipulati, maggiori si fanno le eventualità di futuri dissidii. Con questa convenzione noi corriamo gli stessi pericoli cui andremmo incontro ove si adottasse l'improvvida legge proposita sulla stampa: noi diamo cioè maggiori pretesti di apparenti diritti all'Austria, che per la forza delle cose è costretta ad astiarsi, di potere un giorno o l'altro soperchiarci. Le potenze più forti stringono volentieri patti coi più deboli, perchè essi sanno di non potere essere astrette a conformarsi quando loro non torna conto, ed all'incontro possono esse impunemente, quando che sia, violarli. Fanno talora vista di tacersi o non conoscere quando siano offese, ma accumulano i fatti ed i pretesti per soperchiarvi quando ciò loro torni a conto. Valgami un solo esempio. L'Inghilterra ha trattati con tutte le piccole e grandi potenze; quando i suoi interessi nol permettono, mostra longanimità che quasi si avvicina alla debolezza; ma quando uno meno se lo aspetta, quando viene il momento per lei favorevole, sa dissotterrare vecchie ragioni per far sentire il peso della sua potenza: ciò fa l'Inghilterra liberale: e si asterrà per iscrupolo dal farlo l'austriaco dispotismo? Egli è questo pretesto che io non voglio offerire all'Austria, perchè so che d'essi potrebbe e saprebbe abusare; perchè sono persuaso che, qualora le venisse fatta occasione, saprebbe trarne partito.

Nè in ciò posso dare torto agli uomini che rappresentano quella potenza, giacchè è una fatale conseguenza della loro posizione precaria in Italia. Essa, o deve rinunciarvi, o, rimanendovi, non può mantenersi se non se valendosi di tutti i mezzi che dà la forza e l'astuzia: e fra questa è certamente prima quella di annichilare il principio morale che sorregge il Piemonte.

Per evitare questo esiziale pericolo, per non dare pretesti di apparente legalità all'Austria di conculcarci, per non menomare la nostra morale forza, che è quella di rappresentare in Italia il principio a lei avverso, noi, allo stato attuale di cose in Europa, non abbiamo e non possiamo adottare altra più dignitosa e sicura politica che quella di un perfetto isolamento a rimpetto di questa più forte, molto astuta, e per forza delle cose a noi nemica potenza.

Un'altra ragione che pel rigetto della convenzione si potrebbe addurre, la desumo da ciò che ad altri pare un valido argomento a sostegno dell'opposta sentenza.

Si dice che dal trattato infaustissimo di Milano noi eravamo legati a rinnovare la convenzione per la repressione del contrabbando, per modo di migliorare la convenzione stessa; so pure che dai finanziari di corte vedute si ritiene per assioma che in tale maniera la condizione di migliorare non possa esprimere che vessazione o sopruso. Se ciò risponda a giustizia, alla cresciuta civiltà ed al progresso della scienza, non è in questo illuminato consesso che si oserebbe di sostenerlo... (Dandosi segni di disattenzione, specialmente a destra e al centro, il deputato, interrompendosi, dice: Se la Camera è stanca, io lascerò di parlare.)

Voci. No! no! Parli! (Movimento di attenzione)

MELLIANA. Io, ancorchè parli concitato, non sono ancora stanco. (Itarità) Per amore di brevità, io non proseguirò in questo argomento; d'altronde, avendo sentito che l'onorevole conte di Revel ha domandato la parola, spero si vorrà

assumere il carico di questa prova. L'onorevole Di Revel, fin da quando era ministro di un Re assoluto, giustamente sosteneva che le vere migliorie in tale materia stanno nella riduzione dei dazi, e in tutt'altro che nelle vessazioni; io credo che oggi, rappresentante di libera nazione, sosterrà quei nobili sentimenti che, ministro di Re assoluto, propugnava coraggiosamente.

Ora non mi rimane che a parlare del trattato: però prima di entrare in questo campo mi giova di rispondere brevemente ad alcune osservazioni fatte dal signor ministro, alle quali parmi non siasi ancora da altri risposto. La prima si è quella, mercè cui voleva farci persuasi che con questa convenzione non si sono violati i trattati di Worms, di Milano del 1751, e di Vienna del 1815 che sanzionano la neutralità del lago Maggiore, del Po e del Ticino.

Su tale argomento pretendere di aggiungere alcun che all'ampiezza degli argomenti addotti dal mio amico Depretis, sarebbe far opera temeraria e vana. Io ho ricordato questo punto solamente per fare osservare come sieno sempre i Governi e le grandi potenze, e massimamente le potenze assolute, quelle che le prime violano i trattati, e poi muovono i grandi lagni quando dai popoli, che non furono contraenti, si lacerano nei dì della loro giustizia. Infatti bisogna leggere i fogli e le note austriache per vedere quello che si è detto di Carlo Alberto quando nel 1848, chiedendolo il popolo, muoveva la guerra.

Ma l'Austria non doveva avere dimenticato che essa in un tempo non così eccezionale come era quello del 1848, ma in tempo di perfetta pace per l'Europa, essa aveva lacerato codardamente a Cracovia il trattato del 1815, di cui poi ne rimproverava la violazione a Carlo Alberto che accorreva in difesa de'suoi connazionali, scannati nelle vie di Milano. (Bravo!)

Ed appunto perchè siamo una piccola nazione, io dico che non dobbiamo mai cercare di violare i trattati per non darne ad altri il pretesto; ma se dagli altri si vogliono violare, lo facciano pure, verrà poi il giorno in cui essi ci avranno dato un facile argomento per rispondere alle loro accuse: ma più di tutto dobbiamo, il più che si può, astenerci dal legarci con patti a chi è a noi superiore di forze.

Un'altra ragione dell'onorevole conte Cavour consisteva nel dire, che avendo noi fatto trattati di commercio con tutte le altre nazioni, non stringendolo ora coll'Austria, oltre di metterci in opposizione con questa potenza, noi ci obbligavamo a tenere dei diritti differenziali, il che era sicuramente un incaglio gravissimo per il commercio. Ma non so come così ragionando il signor Di Cavour non s'avvide che esso stesso faceva la più amara critica che fare si possa al sistema tanto prediletto dall'onorevole signor ministro.

Questa conseguenza fatale era stata prevista da molti oratori di questa Camera, quando gli dicevano: non prendete la via dei trattati; voi, coi trattati, gli si disse, potrete ottenere sempre poco.

È molto meglio, per far trionfare il nostro principio del libero scambio, che adottiate una legge interna di tariffa. Più, gli si ripeteva, non è conforme ai dettami del principio del libero scambio la via dei trattati, perchè essa implicitamente sancisce l'opposto principio del protezionismo: invece di trattati togliete i diritti di dogana, o se non l'assente lo stato delle nostre finanze, diminuiteli, ma con una legge interna ed uniforme per tutti, riservando, come ha fatto l'Inghilterra, il diritto al potere esecutivo di potere togliere tali vantaggi a quella nazione la quale non facesse delle giuste concessioni: se così si fosse fatto, si sarebbe ottenuto di più, e si sarebbe evitato a tutti questi inconvenienti, e non ci acca-

drebbe, ora che siamo al termine della lunga sequela di trattati, di dovere convincerci che dobbiamo concedere all'Austria un trattato, il quale non ci è niente favorevole.

Il signor ministro ci diceva: ma come poteva io domandare all'Austria un ribasso maggiore sui vini, quando noi non abbiamo voluto concedere su tal genere migliore trattamento alla Francia? Ma noti il signor ministro che il paragone non può sussistere. La Francia ci dava ciò che noi avevamo egualmente da esportare, quindi vi poteva essere conflitto d'interesse, e ragione al niego. Ma l'Austria a nostro riguardo si trova in ben altra condizione; essa non ha vini da esportare. Ma confesso anch'io che per essere fedeli alla nostra bandiera noi avremmo dovuto essere su questo punto più larghi colla Francia: ciò ce lo imponeva il debito di non astringere le provincie liguri a pagare alle provincie nostre viticole una esagerata protezione: e noti la Camera che io rappresento specialmente una provincia feracissima di vini, ma un getto municipalismo non farà mai in me tacere l'interesse generale e molto meno i principii di libertà. Sì, quest'atto di giustizia si doveva fare alla Liguria; questo beneficio a lei lo si doveva e le si debbe, ma non quelli che voleva l'onorevole Farina, i quali potrebbero per avventura attutire in alcuni suoi concittadini i sentimenti nazionali.

Per ultimo il signor ministro diceva anche la Svizzera avere interesse a che si mantenesse la neutralità del lago, e che non si facesse la convenzione del 1834, eppure non ha protestato quando ebbe vigore.

In primo luogo faccio notare come in quell'epoca la Svizzera fosse assai più debole di quello che sia al presente, nel senso che in quel tempo ogni cantone individualmente trattava diplomaticamente colle altre potenze, e che quindi il cantone di Ticino, il quale era il vero interessato in questa materia, rimase solo in lotta coll'Austria e col Piemonte. Ora invece, attesa la riorganizzazione della costituzione della Confederazione elvetica, essa si presenta compatta in faccia all'estero, quindi più forte, e forse potrebbe venire il momento in cui domanderà ragione della violazione di quei trattati.

Ma dacchè si è accennato a fatti diplomatici, da cui appare che sino dal 1829 si trattava questa convenzione, io ricorderò che nel cantone Ticino tiranneggiava in quel tempo il *landerman* Quadro, il quale non era meno dell'Austria e del Piemonte avverso a libertà. Solo una rivoluzione poté fare ragione di quel tirannuzzo, quindi non deve fare meraviglia che quel capo di Governo avesse acconsentito ai principii contro la carboneria.

Dopo d'aver risposto al signor ministro, passo ora a discorrere brevemente del trattato.

A tale proposito, per le ragioni già enunciate, ringrazio l'Austria che ci abbia voluto concedere poco, e con ciò non abbia spinto molti ad accettare il suo trattato.

Io temerei l'Austria se concedesse non solo a noi, ma anche ai Lombardi, ciò che torna utile per i materiali interessi: ma sino a tanto che essa agirà in senso opposto, non è da me che si muoverà l'ago verso questa potenza.

L'Austria una volta si reggeva in Italia facendo in modo che gli altri regoli della penisola si rendessero più esosi della stessa straniera tirannide. Ciò ora non può più farlo a riguardo del Piemonte. Quello che avete solo a temere da lei si è che essa non migliori i materiali interessi: questo solo potrebbe essere da tanto da fare diminuire le aspirazioni verso la bandiera che sventola su quest'Aula. Ma tanto che essa si regola come in questi ultimi tre anni, essa non è temibile, essa invece di spegnere, vivifica il sentimento dell'italico pensiero. (Bene! a sinistra)

I vantaggi che si vorrebbero fare risultare da questo trattato sarebbero primieramente sui vini. Io qui non ricorderò le ragioni già dette, ma una sola ne porrò innanzi, ed è che io stimo che se noi vogliamo veramente il benessere della nostra popolazione, per ora non teniamo ancora necessità di esportare gran quantità di vino.

Se l'agricoltura prenderà un maggiore sviluppo, verrà il tempo in cui avremo vino da esportare, ma al giorno d'oggi non abbiamo ancora d'uopo di fare esportazioni di vino, se voi volete migliorare la condizione sociale.

Io dico, e mi sentirei di provarlo con validi argomenti ove ciò si richiedesse, che se dalle nostre popolazioni che gemono nella coltivazione del riso, che se da tutti i nostri operai, se dai nostri contadini si giungesse a poter bere quel tanto di vino che la giustizia ed il miglioramento della razza esigono, io dico che noi non avremo vini di sorta da esportare, e se noi vogliamo renderci utili a questa coltivazione, dobbiamo in primo luogo provare modo di levare i diritti delle gabelle accensate, i gravosi diritti d'entrata nelle città, detti di consumo, per fare sì che questa consumazione si estenda alle classi sofferenti, ed in allora noi non avremo più vino da esportare.

Ma, anche negate queste migliorie, anche ammesso che abbiamo gran copia di vino da esportare, credete voi che ridondino a nostro vantaggio od a vantaggio del consumatore lombardo le lire tre austriache tolte ad ogni ettolitro di vino di diritto d'entrata? Ma questo è il prezzo che guadagnava il contrabbandiere, e noi non abbiamo fatto con ciò che togliere dalla scarsella del contrabbandiere italiano queste tre lire per assicurarne sette alle casse austriache.

Parlerò ora delle bestie bovine. Per la nostra dignità, sento dolore che si sia ricordato come un vantaggio una tale convenzione, e dico il vero, non mi meraviglierei, appena adottato il trattato, di vedercene fare le chiose nei giornali austriaci.

Noi sappiamo che siccome in Lombardia maggiore è lo sviluppo dell'agricoltura, così pochissime sono le pastorizie che essa possiede; il che è all'opposto presso di noi, poichè l'agricoltura non è ancora, come colà, sviluppata, e siamo dotati di più montagne.

Quanto più l'agricoltura prende incremento e più si estende la irrigazione, tanto più si apprende che non vi è proporzione d'interesse fra l'allevare il bestiame, o l'attenersi al prodotto delle vacche.

È certo che l'interesse è maggiore a far consumare i proprii foraggi da quella parte di bestiame la quale ve ne restituisce a gran doppi il valore col latte e col formaggio.

Il calcolo è facilissimo: per allevare un bue da lavoro vi vogliono 4 anni: coll'eguale foraggio la vacca vi restituisce in pari tempo un valore doppio di quello a cui potrà arrivare il bue da voi allevato.

La Lombardia dunque siccome non avrà mai bisogno di bestiame da pascolo e da allevare, così sarà mai il caso che essa debba acquistare dei vitelli, e la fattavi concessione è effimera.

Cosa chiede invece la Lombardia? Di che abbisogna? Di buoi da lavoro e da macello, ed un ribasso su questi, che sarebbe stato veramente utile al consumatore lombardo ed al produttore piemontese. L'Austria nulla ci ha concesso: essa si è presa giuoco di noi.

Del ribasso sul riso vestito se ne è già parlato più di quello che lo meritasse il risibile soggetto. Io non so come non si possa comprendere che il trasporto dei due terzi di una derata sia più spendiosa del valore stesso del dazio, perchè si

dovrebbero trasportare 100 sacca di riso vestito, dai quali se ne estrarrebbero 40 di riso bianco; nè converrebbe pagare tutte queste spese per risparmiare il dazio che pesa sul riso bianco. D'altronde si sa che non vi ha agricoltore in Piemonte che non abbia la macchina occorrente a tal effetto, e queste per ora sono più utili dei vantati brillatoi.

Vengo alle strade ferrate che sono il grande argomento dell'onorevole Farina. Egli, per far vedere che vuole da senno questo supremo beneficio per Genova e la Liguria, dovrebbe sostenere, come ho detto poco sopra, che si sospenda la votazione di questi trattati, e si mandi al Governo di riprendere le trattative, nelle quali fosse indicato il tempo ed il luogo di congiunzione della strada, e che il trattato non andasse in vigore se non quando questa fosse già attuata, perchè altrimenti io non so quale arma avremo noi per costringere l'Austria a mantenere i patti.

Ma so che mi si potrebbe rispondere che tutti gli argomenti fin qui adottati devono tacere, parlando dinanzi a uomini onesti, finchè ci sta innanzi l'articolo 5 dell'infausto trattato di Milano. Si dice: ci fu imposto dalle disgrazie e dalla forza, però noi vogliamo mantenere la data fede, e vogliamo tanto più mantenerla, in quanto le circostanze ce lo impongono. Ma se fossero veramente consentanei questi due trattati a quell'articolo, m'inclinerei innanzi a questa necessità; ma io dico che non vi è niente in quell'articolo che ci obblighi a votare questi trattati quali sono. In quell'articolo non si parla che di stretta reciprocità. Ora io domando quale stretta reciprocità vi sia nel trattato di commercio e di navigazione.

Ma, si dice, noi, siccome abbiamo concesso agli altri paesi, siccome siamo entrati nella via del libero scambio, dopochè avevamo fatto quel trattato di pace, dobbiamo concedere altrettanto quindi all'Austria.

Non è vero; noi siamo legati col trattato di pace di contrattare un trattato nei termini della stretta reciprocità. Ora, quando vi sarà un sol membro di questa Camera che potrà dire coscienziosamente che vi sia reciprocità, allora io dico che sarà il caso di chinare il capo, ma mai si può dire che siamo obbligati a dividere coll'Austria i benefizi della nostra organizzazione.

Ma un altro argomento anche fortissimo, e che avrebbe potuto moltissimo sull'animo mio, si è quello che si è adottato, che cioè noi facendo questi trattati facciamo dei vantaggi ai Lombardi, che pur sono nostri fratelli.

Questo, dico, è l'argomento più forte sopra di me; ma sono convinto che con questi trattati non si fa opera utile ai Lombardi. In quanto alle concessioni che sono fatte a noi, cioè sui risi, vitelli o vini, è dimostrato, e credo lo sia per sè, che i Lombardi non ci hanno alcun vantaggio; sui vitelli, no, perchè non li vogliono; sul riso, no, perchè non potremo condurcelo; sul vino, no, perchè in piccolo ribasso; sarebbe un vantaggio delle finanze austriache, non dei consumatori. Ma rimangono le manifatture.

Ora, in merito alle manifatture, io domando se sono i Lombardi, o l'altra aggregazione di popolo che forma la potenza austriaca, che ne guadagnino i vantaggi.

Su questa materia io era poco preparato, perchè credeva che l'onorevole deputato Sella avesse su di ciò più ampiamente sviluppato il suo discorso, ed esso specialmente poteva in questa materia essere giudice competente; un'eccessiva delicatezza gli avrà fatto una legge di tacere; io però, dalle cognizioni che ho, mi sono persuaso che i vantaggi sono tutti per l'agglomerazione di popoli che compongono l'impero, meno gli Italiani.

Infatti io credo che gli articoli che abbiano maggiori vantaggi sono le tele ed i panni di Boemia, Moravia e simili, e a questo riguardo io voglio fare una osservazione.

Si è detto: ma voi avete già fatti questi vantaggi alle manifatture belgiche, inglesi e francesi, le quali hanno una supremazia su tutte le altre; cosa importa dunque di fare anche questi vantaggi a quelle di Boemia, Moravia, e della Silesia?

Ma non può sussistere il paragone, sia pel genere di fabbricazione, sia per la diversità del prezzo dell'opera. Le manifatture di queste provincie sono di molto inferiori, la mano d'opera ha molto minor prezzo. I popoli liberi, come ha detto benissimo una volta l'onorevole signor ministro delle finanze, i popoli liberi pagano maggiori imposte che non i popoli schiavi, perchè il benessere sta in ragione del progresso della civiltà e del libero vivere; se questa ragione vale in materia finanziaria, mi si concederà altresì che la mano d'opera varrà di più se si paga maggior imposta, perchè il benessere essendo più generale, ne viene la conseguenza che la mano d'opera si deve pagare di più; cosicchè dove non vi è sviluppo di libertà e quindi là dove non avvi anche sviluppo di benessere la mano d'opera essendo a minor prezzo, i generi manufatti devono costare meno.

Ma vi ha di più. Questi generi saranno dati a minore prezzo perchè saranno di qualità inferiore.

Dunque, si dirà, se sono di qualità inferiore, avranno minore pregio. Ma qui bisogna notare che non tutti conoscono le manifatture; e sappiamo che la maggiore parte della popolazione, massime la meno istruita, accorre là dove compra a minore prezzo, senza porre mente che ne avrà un servizio minore, che dovrà fare due volte l'acquisto, e che perciò in ultima analisi verrà a pagare di più.

Se le manifatture dell'onorevole Sella e degli altri suoi colleghi potevano sostenere la concorrenza francese e belga, sicuramente non resisteranno alla concorrenza della Boemia e della Silesia.

Ed a questo riguardo, mi è noto che molti manifatturieri di quelle provincie hanno già spedito in Piemonte dei loro commessi, onde studiare quale sia la qualità delle stoffe che sono qui maggiormente in uso, per poterle fabbricare secondo l'uso del paese, e porle poscia qui in concorrenza.

Siccome poi una gran parte della popolazione, massime in principio, non saprà che queste stoffe sono di qualità inferiore, essendo esse in apparenza eguali a quelle del nostro paese, potranno fare una concorrenza fatale alla nostra industria. Non mi sarei tanto appoggiato su tali ragioni, se non fosse che io intendo in questa quistione di subordinare il principio economico a quello politico, e se non fosse per provare che sono in errore coloro che credono ne possa derivare dei benefici alle manifatture lombarde. Registrerò ancora alcuni fra i molti oggetti manufatti dell'impero, a cui vantaggio solo riddonderebbe questo trattato, e sono i cristalli di Boemia, gli specchi di Neuhaus nell'Austria bassa, i ferri ed acciai della Stiria, le armi di Steyer, le pelli camosciate del Tirolo, le porcellane di Vienna, la chincaglieria ordinaria del Tirolo, ed altri forse che io non conosco.

Ma io sfido il signor ministro delle finanze a dirci quale sia l'industria manifatturiera lombarda, la quale abbia a guadagnare sensibilmente dalla conclusione di questo trattato, perchè, dico, sarebbe per me un grande argomento quello di potere migliorare la triste posizione della Lombardia.

Ma, conchiudendo un simile trattato, quei popoli lombardi veggono ognora più stringersi le loro catene, ed ingrandirsi la forza che li opprime. Io dico quindi che quell'argomento

addotto in favore dei Lombardi è per me tale da oppormi al trattato.

Pongo fine al mio dire, non perchè manchi la materia, ma sibbene perchè giustamente manca la pazienza della Camera.

In tutti i trattati noi abbiamo sempre sentito a dire: conviene rassegnarci, trattando con una potenza più forte di noi, e ciò l'abbiamo sentito in merito al trattato colla Francia; riguardo al presente trattato, non si rinnovò ancora quella ragione, ma si può bene supporre. Cosa rimane a noi? Ci rimane nient'altro che di soggiacere: a che pro adunque metterci sulla rovinosa via dei trattati?

Non avremmo che i piccoli Stati, come il nostro, per trattare da pari a pari. Ma anche ciò ci viene negato. Abbiamo al nostro confine due regoli: con questi almeno non era a temere di minacce, nè certo noi avremmo mai inteso di abusare della forza per soperchiarli nelle trattative; puramente era il caso di perfetta eguaglianza. Coi regoli di Parma e Modena noi potremmo trattare liberamente: ma perchè ci fosse tolta anche questa consolazione, ecco che l'Austria gli pone sotto le sue grand'ali e vi dice: che quello che date a me, lo darete anche ai duchi di Parma e di Modena; e chi sa che un giorno non vi dica: lo darete anche al re di Roma, che è sotto la mia protezione, lo darete anche al re di Napoli, che gareggia con me nell'abilità del tutelare l'ordine; dunque, se noi non dovremo mai trattare che coi più forti, e quindi dovremo sempre subire la legge, è per noi impolitico, dannoso il contrattare, noi dobbiamo, per quanto è possibile, stare lontani dai trattati.

Dopo di ciò le mie conclusioni sono pel rigetto della convenzione di repressione del contrabbando e del trattato di navigazione e commercio. Per me, in qualsiasi condizione, sarei sempre pel rigetto, perchè rigetto sempre i trattati che non potrei eseguire; e come ho votato contro il trattato di Milano, che non ho mai creduto di potermi a tanta ignominia vincolare, così voterò contro questi, perchè, potendo, vorrei trasgredirli.

Riconosco però che vi è un caso in cui uomini meno risoluti di me, o forse più prudenti, potrebbero accettarli, ed è il caso solo, che il Governo venisse a dirci esplicitamente che essi ci sono imposti; la dica questa parola, nè se ne trattenga per mala intesa dignità, perchè è più dignitoso il dire: qui non subiamo la legge dei vinti, ancora una volta la pressione europea ci forza ad accettarla, che non il produrre spontaneo questi trattati.

Quello sarebbe atto di dignità, atto che non ci farebbe perdere la nostra considerazione in Italia, atto che sarebbe apprezzato anche dalla diplomazia forestiera, ed io troverei nell'accettazione allora di questo trattato almeno un'utilità, l'utilità che tutti gl'Italiani imparino quanto dura e lunga sia la condizione di chi si lascia vincere.

Il *ex victis* i nostri progenitori l'hanno così duramente fatto sentire ai popoli posti oltre l'Italia, che questi popoli da conculcati sono divenuti nostri conculcatori.

Ci valga almeno la terribile lezione, se ha da essere l'ultima, perchè quando verrà un'altra circostanza, noi avremo appreso a vincere, avendo sott'occhio quali siano le conseguenze.

Io dico dunque che se il Governo fa esplicita dichiarazione che questo trattato gli è imposto, si potrà dalla maggioranza forse concederlo, ma senza questa dichiarazione, e se le cose stanno come appariscono dalla relazione e dai discorsi del ministro, che cioè è da noi accettato spontaneamente, io dico che la maggioranza, senza disdire al principio della nazionalità, non può acconsentire spontaneamente all'accettazione

di questi trattati: essa tradirebbe la nostra bandiera. (Bene! Bravo! dalla sinistra)

CAVOUR, ministro delle finanze, di marina, e d'agricoltura e commercio. A fronte di tanti avversari, e d'una così gran copia di argomenti, malagevole riuscirebbe il mio assunto se io pretendessi rispondere a tutte le obiezioni che sono state fatte al trattato ed alla annessa convenzione.

Parmi però che questo non sia or più necessario, dappoi- ché il primo mio discorso, che fu bastantemente lungo, a molti argomenti ha già preventivamente risposto; e solo io credo che rimanga qualche punto sul quale è necessario che io ritorni per aggiungere alcune ragioni state da me tralasciate. Questo or farò studiandomi di confutare alcune obiezioni degli onorevoli nostri avversari.

L'onorevole deputato Depretis in un discorso in cui io riconosco molta copia di dottrina, ha cercato di dimostrare essere il trattato assolutamente inopportuno, non presentare vantaggi di sorta, e doversi quindi respingere da per sé senza considerarlo la sua connessione colla convenzione per la repressione del contrabbando.

Egli dice che in questo trattato noi concediamo molto, ed otteniamo poco; quando invece io sostengo che noi concediamo poco, che concediamo quasi niente, ed otteniamo molto.

Noi accordiamo quello che saremmo stati disposti a concedere, quand'anche non ci fosse stato un trattato per parte dell'Austria: imperocché sin dalla prima volta in cui io ebbi a sostenere in cospetto al Parlamento il sistema dei trattati, io ho dichiarato altamente, e questa mia dichiarazione incontrò le simpatie dell'immensa maggioranza della Camera, che la via dei trattati doveva condurci alla riforma daziaria.

Sin dalla prima discussione ho riconosciuto, che il sistema dei diritti differenziali era nocivo in sé, e che bisognava cercare a uscirne il più presto possibile, ed in conseguenza di questa mia dichiarazione ebbi a concludere trattati con quasi tutte le potenze dell'occidente e del settentrione d'Europa, onde giungere al punto di poter fare scomparire i dazi differenziali.

Restava solo a trattare coll'Austria e le trattative con questa potenza c'erano consigliate non dall'interesse di lei, ma del nostro, e quello specialmente dei paesi finitimi della Svizzera, che più che gli altri soffrirono dai sistemi dei dazi differenziali.

Dico adunque, che noi all'Austria non abbiamo concesso che quello che le avremmo probabilmente accordato, quand'anche non ci fosse stato trattato.

Ma l'onorevole deputato Mellana, dimenticando assolutamente le dottrine del libero scambio di cui egli si dice fautore, ci presenta l'Austria come minacciosa pei nostri industriali.

E qui l'onorevole preopinante pose avanti una considerazione assolutamente nuova per questo Parlamento, cioè essere poco conveniente l'ammettere a pari condizioni i prodotti meno perfetti. Esso soggiunse che siccome i prodotti dell'industria della Silesia e della Boemia erano meno perfetti di quelli del Belgio e dell'Inghilterra, sebbene si presentassero sotto un'apparenza speciosa, poteva tornare dannoso alla classe meno oculata il permettere che questi prodotti venissero sui nostri mercati in concorrenza coi prodotti i più perfetti dell'interno, del Belgio e dell'Inghilterra.

Io ho sempre ritenuto come base delle dottrine del libero scambio che nella scelta dei prodotti si debba lasciare la più ampia libertà ai consumatori, i quali sono molto migliori

giudici dei proprii interessi di quello che il siano il Governo ed il Parlamento.

Io stimo che l'allontanarsi da questa massima sia lo stesso che peccare mortalmente contro il sistema della libertà commerciale. Da questo punto parmi d'essere in debito di chiamare l'onorevole deputato di Casale aperto avversario delle dottrine di Smith e di Say. (*ilarità*) Io ho detto e ripeto che la concorrenza delle manifatture austriache non può portare maggior danno ai nostri industriali di quello che loro arreca l'industria del Belgio e dell'Inghilterra.

Per provare ciò, mi basterebbe l'accennare l'esempio della Svizzera: sul mercato di Ginevra, ove i prodotti dell'Austria possono giungere ad eguale condizione dei prodotti belgi ed inglesi, è cosa notoria, ed io invocherei in proposito l'autorità degli onorevoli deputati che abitano le provincie vicine, è cosa notoria, dico, che a Ginevra si incontrano in maggior copia prodotti inglesi e belgi, che non prodotti austriaci.

Se queste manifatture austriache avessero una tale superiorità in ragione della modicità del prezzo e della migliore qualità, evidentemente avrebbero da molto tempo scacciato dai mercanti di Ginevra i prodotti belgi ed inglesi; ora siccome questo non è avvenuto in Svizzera, è pur probabilissimo che questo non accadrà neanche da noi. Ma, o signori, l'estensione all'Austria dei dazi che colpiscono i prodotti belgi ed inglesi avrà per effetto di compiere un atto di giustizia. Come osservava molto opportunamente l'onorevole deputato Mellana, i prodotti estranei di qualità inferiori sono pur anche di prezzo minore, epperò sono quelli che vengono incettati dalla classe meno agiata, e nelle attuali circostanze questi prodotti essendo colpiti da un dazio differenziale, ne viene che i prodotti meno perfetti, che i panni meno costosi, che le manifatture ad uso della classe meno agiata, devono sopportare un dazio molto maggiore delle stoffe più fine, dei prodotti di un prezzo più elevato, delle stoffe consumate dalla classe più ricca. L'onorevole deputato Mellana, appunto per quella viva sollecitudine che sempre dimostra per l'interesse di questa classe, dovrebbe fare plauso ad un provvedimento che ripara a questa segnalata ingiustizia. Io non tornerò su quanto ho detto per fare osservare l'importanza delle concessioni daziarie.

Gli onorevoli deputati che l'hanno combattuta si sono serviti di singolari argomenti. Hanno affermato, rispetto al vino, che la riduzione era troppo tenue pei vini di qualità superiore, i quali erano sicuri di essere incettati nella Lombardia, e che invece era insignificante per i vini di qualità inferiore, non essendo tale da rendere la merce alla portata dei consumatori. Il confronto di queste due proposizioni basta per distruggerle. Se il dazio ha poco effetto sui vini di alto prezzo, l'avrà sui vini di prezzo minore, o viceversa.

DEPRETIS. Domando la parola.

CAVOUR, ministro delle finanze, di marina, e d'agricoltura e commercio. Sta infatti che quando un dazio è reputato elevato, il ridurlo del 35 per cento è un vero, un largo beneficio.

L'onorevole deputato Depretis faceva poi un appunto al trattato, del non essersi fatto vero cenno delle uve. Per questo egli avrebbe ragione se nella tariffa austriaca non fosse stabilito un principio col quale il dazio sulle uve è fissato in una certa proporzione col dazio sul vino, e credo appunto che la proporzione tra il vino e l'uva per rispetto al dazio sia quella accennata dall'onorevole preopinante nel suo discorso d'avant'ieri.

Questo principio essendo riconosciuto dalla legislazione

austriaca, non si è creduto necessario d'introdurlo nel trattato, ma è certo però che il dazio sulle uve subirà la riduzione medesima che il dazio sul vino.

La riduzione sul riso mosse le risa compassionevoli dell'onorevole deputato di Casale.

Egli disse che tutti i proprietari dei latifondi risicoli avevano delle *piste*; ma l'onorevole deputato non vorrà contestare che l'industria del brillare sia in uno stato d'infanzia, che essa possa e debba migliorarsi di molto...

MELLANA. Intanto è certo che i nostri agricoltori, che avevano voluto provare il brillatoio di Torino, non hanno trovato la loro convenienza a continuare.

CAVOUR, ministro delle finanze, di marina, e d'agricoltura e commercio. La prova che non rifiutano quello di Torino, si è che l'anno scorso Torino ha spedito 40,000 sacchi di riso brillante; però nemmeno io credo che l'opificio di Torino sia l'ultima parola della scienza e stimo che sia suscettibile di molti miglioramenti, e che si possano sostituire a questo, che è molto costoso, degli altri opifici egualmente perfetti e molto men cari.

Comunque sia, egli è un fatto che s'innalzano in varie località del Novarese e della Lomellina e di oltre Ticino nuovi edifizii per brillare il riso, e che le spese di condotta sono poca cosa, massime verso la Lombardia. L'onorevole preoccupante sa che dalle risaie in vicinanza di Pavia possono condursi a buonissimo mercato i prodotti sulla sponda del fiume, e quindi per via dell'acqua trasportarsi con una tenuissima spesa. Sembrami adunque ch'io sia fondato a sostenere che questa riduzione avrà nell'avvenire molta importanza.

Non parlo dei manzetti, poichè ho già detto essere di poca importanza la riduzione ottenuta su questo ramo, nè trarrò partito di questa circostanza per combattere le teorie agronomiche, a mio credere, poco oculate dell'onorevole deputato di Casale, il quale, in verità, in fatto di educazione del bestiame mi pare non avere molto più esatte nozioni di quelle che ha manifestato rispetto allo smercio delle mercanzie estere; ma ricorderò come principali benefizi del trattato siano quelli che riflettono il commercio marittimo.

MELLANA. Ma ella ci provi, se il può, che sia più proficuo agli agricoltori l'allevare il bestiame di quello lo sia il mantenere vacche per il provento del latte.

CAVOUR, ministro delle finanze, di marina, e d'agricoltura e commercio. L'onorevole deputato Depretis ci diceva: a che parlate di vantaggi marittimi, quando nel trattato l'Austria non fa che concederci quanto a lei concediamo? Ma, signori, se l'Austria aveva mantenuti dei dazi differenziali molto più elevati dei nostri, poscia accordandoci la parificazione ci concede in fatto molto più di quanto le concediamo noi; se fa per noi due lire e 50 centesimi per tonnellata di ribasso, mentre noi non concediamo che 60 centesimi, in fatto ci accorda tre volte tanto del nostro corrispettivo. Dirò di più: il nostro naviglio mercantile essendo molto più numeroso rispetto al nostro commercio interno di quello che lo sia il naviglio mercantile austriaco, è probabile e quasi certo che della parificazione godranno in molto maggiore proporzione i nostri nazionali, di quanto ne abbia ad approfittare la marineria austriaca. Questo mi pare talmente evidente, talmente chiaro, che non verrà contestato da una persona che ha tanta dose di raziocinio, qual è l'onorevole deputato Depretis.

In quanto poi al commercio indiretto, non posso menargli buono l'argomento ch'egli traeva dall'interesse dell'industria della Lombardia. Egli diceva: non temete, l'Austria non aumenterà i dazi sulle derrate che vengono dall'estero, onde

non danneggiare le proprie manifatture: Genova è l'emporio della Lombardia, nè mai quella provincia potrà altrove ritrarre i prodotti, di cui abbisogna, fuorchè da Genova.

Qui v'ha, a mio credere, un errore di fatto: i prodotti esotici non sono, ch'io mi sappia, più cari nel porto di Trieste di quello che lo siano nel porto di Genova; credo anzi, che ove si dovesse istituire un calcolo esatto, si riconoscerebbe che i prodotti dell'America e dell'Oriente sono a Trieste a migliore mercato che a Genova; e fra le altre ragioni di questo fatto indicherò la molto maggiore spesa di sbarco e di magazzinaggio che gravita sulla mercanzia in Genova se si paragoni colle spese che gravitano sulla stessa mercanzia a Trieste; cosicchè basterebbe, onde i produttori e i consumatori lombardi avessero maggiore interesse a ricavare le loro derrate da Trieste che non da Genova, imporre un dazio differenziale che equivalesse alla maggiore spesa di trasporto da Genova a Milano, e da Trieste a Milano. Ora l'onorevole deputato Depretis non potrà disconoscere che la differenza tra la spesa di trasporto tra Genova a Milano, e tra Trieste a Milano è pochissima cosa, e che in virtù del miglioramento della navigazione sul Po questa differenza tende a scemare, e dirò quasi a scomparire intieramente; e ognuno vede adunque che un dazio differenziale basterebbe per escludere il commercio di Genova dallo approvvigionamento della Lombardia; la quale verità è così generalmente compresa, che in ogni tempo il commercio di Trieste ha richiesto dall'Austria l'imposizione di questo dazio differenziale.

Ho detto che, per ciò che riflette alcuni articoli, il contrabbando potrebbe ostare all'intendimento del Governo austriaco, ma per molti generi, per quelli cioè che hanno poco valore ed un gran volume, il contrabbando non è efficace contro un dazio poco elevato. Ho citato il cotone, e potrei aggiungere le macchine, i ferri, e molti altri generi.

Ripeto quindi che il beneficio che assicura il trattato, mercè la garanzia che non verrà mai posto incaglio al nostro commercio indiretto, è un beneficio che da sè solo supera di gran lunga tutte le concessioni che abbiamo fatte all'Austria.

Non parlo della questione delle strade ferrate; ove essa venisse nuovamente in campo, l'onorevole mio collega, il ministro dei lavori pubblici, ch'è qui presente, sarebbe in grado di dare delle spiegazioni tali che varrebbero a persuadere che abbiamo ottenuto dall'Austria non solo che venisse stabilito in principio che le strade ferrate si dovrebbero congiungere, ma ancora si dovrebbero congiungere nel modo il più favorevole ai nostri veri interessi.

Ciò detto riguardo al trattato, ritorno ora alla convenzione per la repressione del contrabbando.

L'onorevole deputato Depretis col citare i trattati di Worms, di Milano del 1751 e di Vienna, ha voluto stabilire in punto di diritto che non si poteva nè da noi, nè dall'Austria stabilire imbarcazioni armate su quei fiumi, od almeno esercitare sopra di essi il diritto di visita. E questo egli lo corroborava invocando l'esperienza.

Alla prima obiezione io stimo che si sia già bastantemente risposto col citare varie convenzioni che si sono fatte sulla navigazione dei fiumi, rispetto ai quali le potenze circonvicine si trovavano in circostanze analoghe a quelle in cui l'Austria ed il Piemonte si trovano rispetto al Ticino e al lago Maggiore.

La convenzione fra l'Austria e la Russia citata dall'onorevole deputato Farina, e la convenzione rispetto alla navigazione sul Reno, stata sancita, non nel 1826, ma nel 1831, sono prove evidenti che si possono stabilire delle cautele per la repressione del contrabbando molto più severe, molto più efficaci di quelle che sono dall'attuale convenzione sancite.

Questi argomenti parmi non siano combattuti, e quindi bastino a distruggere le osservazioni dell'onorevole preopinante.

In quanto agli argomenti desunti dall'esperienza, non ho dati sufficienti per potere dimostrare qual fosse l'interpretazione che nei tempi andati si dava al trattato di Worms ed a quello di Milano e di Vienna, ma ho dimostrato nel modo il più perentorio che, dopo che la convenzione per la repressione del contrabbando era stata abolita per parte del nostro Governo, nel periodo che trascorse tra il 1842 ed il 1848, il nostro Governo, che si dimostrava molto geloso dei propri diritti, riconosceva però nel modo il più esplicito nell'Austria il diritto di stabilire imbarcazioni armate, e di operare delle visite nelle proprie acque.

E qui per ciò dimostrare ho citato una lettera d'un nostro distinto collega, a cui ho udito, con molta soddisfazione, rendere piena giustizia per parte dei deputati della estrema sinistra, che sono i suoi avversari politici, e citai la lettera dell'onorevole conte di Revel.

Non vi può essere il menomo dubbio, che se il conte di Revel non fosse stato convinto del diritto dell'Austria nello stabilire imbarcazioni armate sopra le proprie acque, egli avrebbe energicamente manifestato questo sentimento; imperocchè egli ha provato come fosse tenero e geloso del mantenimento dei nostri diritti in un'altra circostanza da me citata.

Io m'immagino che questi documenti ufficiali bastino a dimostrare quanto sia poco valevole l'argomento tratto dalla consuetudine e dal tempo. Io credo che contro i documenti non vi sia prescrizione.

Finalmente l'onorevole Depretis ha creduto avere trovata un'arma potente nel trattato di Lugano del 16 gennaio 1847, e ha dato opera a risuscitarlo, e a trarlo fuori dalla sua tomba: mi rincresce il dirlo, egli non può avere la virtù di fare miracoli; quel trattato è pur troppo morto, è morto per sempre; se ne può fare un altro sulle stesse basi, ma rendere la vita a quello è cosa impossibile: e per provargli ch'ei più non esiste, gli dirò che nessuna delle sue prescrizioni, anche quelle assolutamente estranee al transito, sonosi eseguite.

Diffatti l'articolo 11 dice: « Le Gouvernement sarde accorde pour les trois cantons non-seulement le libre transit, mais encore la libre exportation des vins, des riz, etc. »

Eppure, malgrado questa disposizione, i risi continuano a pagare un dazio di esportazione pel cantone Ticino, come lo pagano a tutti gli altri confini, e mai la Svizzera ha reclamato: nè questo poteva avvenire, perchè l'articolo 14 prova evidentemente che il trattato è morto, dal momento che dice che esso « avrà la medesima durata che i privilegi di costruzione e di attivazione accordati dai tre cantoni ai tre concessionari attuali ed a coloro che, in caso di resiliazioni delle concessioni stabilite, loro sarebbero sostituiti pendente il termine di anni 75; » imperocchè non vi esiste più un concessionario, il trattato non può più sussistere: il trattato deve avere la stessa durata della compagnia concessionaria; questa non esistendo più, il trattato non esiste più per conseguenza naturale.

Egli è evidente che nè la Svizzera, nè noi non saremmo fondati in ragione ove ne invocassimo le prescrizioni: infatti i negozianti della Svizzera e della Sardegna convenuti a Milano per la conclusione del trattato di pace, non hanno mai fatto cenno di quel benedetto trattato, nè delle concessioni che in virtù di quello sulla Svizzera era stato fatto per noi.

Con ciò io reputo d'aver ridotto al nulla le più importanti obiezioni contenute nei discorsi degli onorevoli preopinanti. Io lascio ai membri della Commissione, lascio al signor conte di Revel lo spiegare quale fu l'origine del trattato, ed il ref-

tificare su questa alcune erronee asserzioni; noterò solo che dai fatti, dai documenti letti dall'onorevole signor deputato Depretis risulta evidentemente che questo trattato non ebbe origine nella mente del conte Di Lascarena, perchè egli ci citò documenti del 1829, epoca in cui io credo che il conte Di Lascarena non era non che ministro, ma nemmeno più residente nei nostri Stati.

Dopo queste dimostrazioni sarebbe soverchio il rispondere all'interpellanza dell'onorevole deputato di Casale che riflette alle condizioni nelle quali il trattato fu fatto; no, il trattato non ci fu imposto, nè si pensò nemmeno ad imporcelo, perchè sicuramente non ci saremmo mai adattati a lasciarcelo imporre. Se noi vi presentiamo questo trattato, è perchè lo crediamo una conseguenza logica del trattato di Milano; noi crediamo che quando ne firmavamo l'articolo 6, noi assumevamo l'impegno di fare un trattato di commercio con l'Austria sulle basi delle potenze le più favorite, non che perciò pensassimo di dover accordare a questa potenza tutto quello che si accordava alle altre nazioni, secondo mi pare che l'onorevole deputato Depretis abbia interpretato le mie parole, ma noi pensavamo che ove l'Austria ci offrisse condizioni analoghe a quelle che le altre potenze avevano verso di noi acconsentito, eravamo in obbligo di accordarle gli stessi favori; e per ciò che riflette la repressione del contrabbando, crediamo egualmente che l'ultimo alinea del citato articolo 4 conteneva l'obbligo di fare una convenzione, la quale richiedesse le disposizioni opportune alla sua repressione.

Questo, io credo, basterà a rassicurare tutti coloro a cui rimanesse un dubbio che ci possa essere stato questo trattato imposto.

Noi ve ne raccomandiamo l'adozione, perchè portiamo ferma convinzione che, ove ei fosse rigettato, avrebbe le più funeste conseguenze sopra alcuni rami della nostra industria e specialmente pel nostro commercio marittimo ed il nostro commercio indiretto.

Noi crediamo che se mai la Camera, spinta da una certa esagerazione di sentimento, respingesse questo trattato, porterebbe un gravissimo danno ai nostri interessi materiali, e quindi io sono fiducioso che tutti abbiano a votare per la sua approvazione, salvo coloro che, come l'onorevole deputato Depretis e l'onorevole deputato di Casale, hanno altamente dichiarato che desideravano la nazione povera e sofferente onde imparasse i benefizi della libertà. Io reputo invece che la nazione possa imparare a gustare i benefizi della libertà nelle prosperità e nell'abbondanza (*Bravo!*), e sono persuaso che tutti coloro che amano veramente la libertà, e desiderano che sia sempre più cara alle nostre popolazioni, non debbano votare cogli onorevoli deputati Depretis e Mellana, ma bensì col Ministero e colla Commissione, e dare la loro approvazione al trattato.

Voci. Domani! domani!

MELLANA. Domando la parola per un fatto personale. Desidero di parlare ora, e per pochi momenti, onde non avere a ritornare domani su quest'argomento.

CAVOUR, ministro delle finanze, di marina, e d'agricoltura e commercio. Chiedo la parola per fare una mozione che non è relativa a questa discussione.

Domando, a nome del Governo, di fare una comunicazione intorno a cose di finanze che dovrebbe essere esposta in modo confidenziale; pregherei la Camera a voler tenere una seduta segreta domani.

Voci. Questa sera!

CAVOUR, ministro delle finanze, di marina, e d'agricoltura e commercio. Questa sera non posso; del resto, sic-

TORNATA DELL'8 GENNAIO 1852

come a quest'uopo si richiederebbero soli pochi minuti, mi pare che si potrebbe tenere tale seduta domani un po' più per tempo.

PRESIDENTE. Se non vi sono opposizioni si terrà seduta segreta domani ad un'ora.

MELLANA. L'onorevole signor ministro è stato troppo facile a gettarmi un anatema. Esso ha sentenziato che non avverrà in avvenire il deputato di Casale tra coloro che combattono per il libero scambio.

Io credo bensì che il signor ministro sia uno degli operosi campioni dei combattenti pel libero scambio: non so però se sia già stato elevato al grado di gran mastro dell'ordine (*Viva l'ilarità*), massime quando dà prova così palese di snaturare le altrui parole per cercare mezzi di sortire dalle tanaglie nelle quali è fino ad ora tenuto dall'opposizione.

Io non ho parlato delle manifatture in senso economico, ma bensì per provare che dal lato delle manifatture la Lombardia non traeva vantaggio alcuno dal trattato.

E ricorro alla lealtà del signor ministro se non ho espressamente dichiarato che in questa circostanza io faceva soggiacere la questione economica alla questione politica.

DI REVEL. Io domanderei che i deputati siano convocati a domicilio per domani al tocco. Molti essendo ora assenti, e trattandosi di una comunicazione di finanze, sarebbe utile il farli avvertire.

PRESIDENTE. I deputati saranno convocati a domicilio pel tocco.

La seduta è levata alle ore 3 e 1/2.

Ordine del giorno per la tornata del 10:

Seguito della discussione del trattato di navigazione e commercio coll'Austria, e convenzione relativa per reprimere il contrabbando sul lago Maggiore e sui fiumi Ticino e Po.

TORNATA DEL 10 GENNAIO 1852

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE CAVALIERE PINELLI.

SOMMARIO. *Atti diversi — Seguito della discussione del trattato di commercio, e della convenzione sul contrabbando coll'Austria — Discorso del deputato Menabrea — Nuove osservazioni del deputato Botta — Mozione del deputato Arcognati, e risposta del ministro delle finanze — Repliche del deputato Cadorna — Discorso del deputato Di Revel — Incidente sull'ordine della discussione, e chiusura della medesima — Rettificazioni del deputato Sineo sulla relazione, e spiegazioni del relatore Brignone — Ordine del giorno motivato del deputato Bonavera — Osservazioni del ministro delle finanze e del deputato Riccardi — Opposizioni del deputato Mellana — Reiezione — Obbiezioni dei deputati Asproni, Botta e Depretis — Risposte dei ministri delle finanze e dei lavori pubblici — votazione ed approvazione del progetto di legge per il trattato suddetto, e della convenzione.*

La seduta è aperta alle ore 2 pomeridiane.

CAVALLINI, segretario, dà lettura del processo verbale della tornata precedente.

Lo stesso segretario espone il seguente sunto della petizione ultimamente pervenuta alla Camera:

4121. Il Consiglio delegato di Ticineto, rappresentando come il signor intendente della provincia di Casale abbia con ripetuti decreti dichiarato che, trattandosi di spese stradali, se ne debba fare il riparto e la riscossione non altrimenti che in danaro, e che perciò non abbia annuito alla domanda del Consiglio comunale dello stesso paese per l'eseguimento delle comandate in natura, chiede che venga dal Parlamento deciso se l'articolo 131 della legge 7 ottobre imponga ai comuni l'obbligo di sopperire alle spese stradali con ruoli unicamente riscuotibili in danaro, oppure sia ad essi facoltativo di eseguire le riparazioni delle loro strade col mezzo delle comandate in natura.

ATTI DIVERSI.

PRESIDENTE. La Camera non essendo ancora in numero, si farà l'appello nominale.

(*Si procede all'appello nominale, dal quale risultano assenti i seguenti deputati*):

Barbier — Bellono — Biancheri — Bianchetti — Bianchi Alessandro — Bianchi Pietro — Blanc — Blonay — Bolmida — Bona — Borella — Brofferio — Bronzini — Brunier — Buffa — Cagnone — Cambieri — Carquet — Carta — Cavalli — Chapperon — Chenal — Chiarle — Chiò — Correnti — Cossato — Dabormida — D'Aviernoz — Decandia — Decastro — Deforesta — Destefanis — Di San Martino — Farina Maurizio — Farini — Ferracciu — Fois — Galli — Galvagno — Gandolfi — Garibaldi — Gerbino — Jacquemoud — Justin — La Marmora — Leotardi — Louaraz — Malan — Mameli